

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION



Soixante-dix-septième session du Comité permanent
Genève (Suisse), 6–10 novembre 2023

Commerce illégal et lutte contre la fraude

Grands félins d'Asie (Felidae spp.)

GRANDS FÉLINS D'ASIE EN CAPTIVITÉ

1. Le présent document a été préparé par le Secrétariat.
2. À sa 14^e session (CoP14, La Haye, 2007), la Conférence des Parties a adopté la décision 14.69, *Grands félins d'Asie*, qui reste en vigueur, comme suit :

À l'adresse des Parties, en particulier des États de l'aire de répartition des grands félins d'Asie de l'Annexe I

14.69 *Les Parties ayant des établissements d'élevage intensif de tigres à échelle commerciale prennent des mesures pour limiter la population en captivité à un niveau ne faisant que soutenir la conservation des tigres dans la nature ; les tigres ne devraient pas être élevés pour leurs parties et produits.*

3. À sa 19^e session (CoP19, Panama, 2022), la Conférence des Parties a adopté les décisions 18.102 (Rev. CoP19), 18.108 (Rev. CoP19) et 18.109 (Rev. CoP19), *Grands félins d'Asie (Felidae spp.)*, comme suit :

À l'adresse des Parties

18.102 (Rev. CoP19) *Les Parties sur les territoires desquelles se trouvent des établissements détenant en captivité des grands félins d'Asie visés par la décision 18.108 (Rev. CoP19), paragraphe a) sont invitées à accueillir une mission du Secrétariat pour la visite de ces établissements.*

À l'adresse du Secrétariat

18.108 (Rev. CoP19) *Le Secrétariat :*

- a) *sous réserve d'un financement externe, se rend avant la 77^e session du Comité permanent en mission auprès des Parties identifiées dans le document SC70 Doc. 51 et sur les territoires desquels se trouvent des établissements susceptibles de détenir des grands félins d'Asie, dans le but de mieux comprendre le fonctionnement et les activités de ces établissements ; et*
- b) *fait rapport au Comité permanent, à sa 77^e session sur l'application de la décision 18.108 (Rev. CoP19), paragraphe a) et sur les progrès des missions concernées et formule des recommandations pour examen par le Comité permanent.*

À l'adresse du Comité permanent

18.109 (Rev. CoP19) *Le Comité permanent, à ses 77^e et 78^e sessions, examine le rapport et les recommandations du Secrétariat sur la mise en œuvre des décisions 19.109, 18.100, 18.101, 18.102 (Rev. CoP19), 18.103 (Rev. CoP19), 18.105, 18.106, 18.107 (Rev. CoP19) et 18.108 (Rev. CoP19) et détermine si des mesures limitées dans le temps et spécifiques à certains pays sont nécessaires pour renforcer l'application de la Convention, de la décision 14.69 et du paragraphe 1 h) de la résolution Conf. 12.5 (Rev. CoP19).*

Mise en œuvre des décisions liées aux Parties ayant des établissements qui détiennent des grands félins d'Asie en captivité

4. Le Secrétariat résume ici les travaux qui ont conduit aux missions entreprises en accord avec la décision 18.108 (Rev. CoP19).
5. Le Comité permanent, à sa 70^e session (SC70 ; Sotchi, octobre 2018), a examiné le document [SC70 Doc. 51](#) qui comprenait une étude du nombre d'établissements détenant des grands félins d'Asie en captivité et du nombre de grands félins d'Asie détenus dans ces établissements. Le Secrétariat expliquait aussi dans ce document que, selon ses conclusions, les établissements détenant des grands félins d'Asie en captivité pouvaient être préoccupants pour les deux raisons suivantes :
 - a) Des Parties dans lesquelles se pratiquent des élevages intensifs de tigres à une échelle commerciale pourraient ne pas appliquer des mesures destinées à limiter la population en captivité à un niveau ne faisant que soutenir la conservation des tigres dans la nature ; les tigres ne doivent pas être élevés pour le commerce de leurs parties et produits [décision 14.69].
 - b) Des Parties pourraient ne pas veiller à ce que soient mises en place des pratiques de gestion et mesures de contrôle adéquates visant à prévenir l'entrée dans le commerce illégal de parties et de produits de grands félins d'Asie provenant de ces établissements [paragraphe 1 g) de la résolution Conf. 12.5 (Rev. CoP17) - devenu le paragraphe 1 h) de la résolution Conf. 12.5 (Rev. CoP19)].
6. Concernant la décision 14.69, en s'appuyant sur les informations obtenues sur les pratiques des membres de l'Association mondiale des zoos et aquariums (WAZA) – principal organisme représentant les zoos du monde entier – et en l'absence d'autres critères de référence, le Secrétariat a conclu que les établissements détenant cinquante tigres ou plus seraient « préoccupants » dans la mesure où ce chiffre est supérieur au nombre le plus élevé de tigres détenus par tout membre de WAZA à des fins de conservation.
7. S'agissant des établissements à partir desquels ou par l'intermédiaire desquels des parties et produits de grands félins d'Asie pourraient entrer dans le commerce illégal, le Secrétariat s'est appuyé sur sa propre expérience des cas portés à son attention dans le cadre de ses travaux ordinaires et a tenu compte de trois autres sources d'information : il a consulté ses partenaires de l'ICCW, a examiné la littérature et s'est adressé directement à toutes les organisations observatrices auprès de la CITES qui se sont exprimées sur ce sujet lors des sessions de la CITES.
8. Les résultats combinés de ces deux exercices ont abouti à l'identification d'établissements détenant des grands félins d'Asie en captivité qui pourraient être préoccupants. Ces établissements se trouvent en Afrique du Sud, en Chine, aux États-Unis d'Amérique, en République démocratique populaire lao (RDP lao), en République tchèque, en Thaïlande et au Viet Nam ; des informations à ce sujet ont été présentées dans le paragraphe 12 du document SC70 Doc. 51.
9. À la 75^e session du Comité permanent (SC75 ; Panama, novembre 2022), le Secrétariat a communiqué des informations provenant des sept Parties, sur la situation concernant les établissements pouvant être préoccupants avant de se rendre éventuellement en mission pour sélectionner des établissements (voir document [SC75 Doc. 9](#)). Les réponses de l'Afrique du Sud, des États-Unis d'Amérique, de la RDP lao et de la Thaïlande sont résumées dans l'annexe 1 du document SC75 Doc. 9. La Chine n'a pas rempli le questionnaire mais, dans un courriel daté du 25 octobre 2022, a donné des informations concernant les établissements mentionnés dans le document du Comité permanent et les dispositions législatives mises en œuvre pour la conservation des tigres. D'autres réponses, en plus de celles qui figurent à l'annexe 1 du document SC75 Doc. 9, ont été reçues de la République tchèque et du Viet Nam, et la RDP lao a fait une mise à jour de sa réponse précédente. Pour référence, l'annexe 1 du présent document contient un résumé de toutes les réponses.

10. À la 75^e session du Comité permanent, le Secrétariat a communiqué les cahiers des charges des missions auprès des Parties concernées (voir annexe 2 du document [SC75 Doc. 9](#)) ; ces cahiers des charges ont servi pour les missions qui ont eu lieu en 2023.
11. Dans les paragraphes 13 à 19 ci-après, le Secrétariat résume les missions entreprises en 2023 conformément à la décision 18.108 (Rev. CoP19). Les résumés relatifs aux établissements détenant des tigres en captivité où le Secrétariat s'est rendu et les observations du Secrétariat figurent dans les paragraphes 20 à 78 ci-après.
12. Quatre des Parties concernées (Afrique du Sud, Chine, États-Unis d'Amérique et Thaïlande) ont répondu à la [notification aux Parties n° 2023/091](#) sur les *Grands félins d'Asie (Felidae spp.)*. Le document SC77 Doc. 41.1 sur les *Grands félins d'Asie (Felidae spp.)* contient un rapport sur les réponses à la notification. Afin de préparer le présent document, le Secrétariat a examiné les réponses à la notification contenant des informations relatives aux établissements d'élevage en captivité et aux Parties concernées par la décision 18.102 (Rev. CoP19), et a fait référence à ces réponses lorsqu'elles contiennent des informations.

Résumé des missions du Secrétariat

13. Avec les fonds versés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Secrétariat s'est rendu en mission en Thaïlande, du 5 au 8 février 2023, en RDP lao, du 8 au 12 février 2023, au Viet Nam, du 12 au 14 février 2023, en Afrique du Sud, du 8 au 11 mai 2023 et en République tchèque, du 29 au 31 mai 2023, pour visiter des établissements préoccupants détenant des tigres :

Partie	Nombre d'établissements peut-être préoccupants	Nombre d'établissements visités en 2023	Nombre de tigres dans les établissements visités, selon les informations fournies par l'organe de gestion au moment de la mission	
			Établissement (le code correspond au code figurant dans l'annexe 1)	Nombre de tigres
République tchèque	2	2	CZ*	4
			CZ1	3
RDP lao	6	3	LA4	91
			LA9	36
			LA5	53
Afrique du Sud	4	4	ZA1	78
			ZA2	31
			ZA3	7
			ZA4	42
Thaïlande	13	3	TH1	182
			TH4	26
			TH12	116
Viet Nam	7	2	VN4	25
			VN5	11
Total	32	14	705	

14. La délégation du Secrétariat comprenait un membre du personnel responsable des questions scientifiques, un membre du personnel responsable des questions de lutte contre la fraude et un expert des tigres dont la participation avait été généreusement facilitée par l'Association mondiale des zoos et aquariums (WAZA) dans le cadre du MoU entre WAZA et le Secrétariat CITES. Le Secrétariat souhaite exprimer ses remerciements aux autorités des cinq Parties pour avoir facilité la mission du Secrétariat et pour leur engagement actif, ainsi qu'à WAZA pour son appui expert et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour son soutien financier généreux.

* Un établissement préoccupant n'a pas pu être visité mais un établissement de remplacement a été proposé par la République tchèque et inclus dans la mission.

15. Afin de préparer les missions, le Secrétariat a organisé des réunions en ligne avec les cinq Parties. Le déroulement des missions elles-mêmes était semblable pour les cinq Parties : une séance d'introduction avec des représentants de tous les ministères concernés, une séance d'information avec les parties prenantes locales et les organisations non gouvernementales, tout cela suivi de visites dans les établissements sélectionnés. Les établissements ont été choisis par le Secrétariat qui a veillé à la faisabilité logistique avec le temps et le financement impartis, et à englober différents types d'établissements dans le cas de chaque Partie visitée. Il s'agissait à la fois d'établissements publics et privés, détenant un nombre de tigres plus ou moins grand, pour refléter toute la gamme des préoccupations.
16. Au moment de la rédaction du présent rapport (septembre 2023), les missions aux États-Unis d'Amérique et en Chine n'ont pas eu lieu. Les États-Unis d'Amérique ont invité le Secrétariat à se rendre en 'mission tigre' au dernier trimestre de 2023. Le Secrétariat a tenu des consultations informelles avec la Chine, en marge de la 32^e session du Comité pour les animaux (AC32 ; Genève, juin 2023). Toutefois, au moment de la rédaction du présent rapport, le Secrétariat n'avait pas encore reçu d'invitation de la Chine.
17. En réponse à la [notification aux Parties n° 2023/091](#), les États-Unis d'Amérique ont signalé que la [Big Cat Public Safety Act \(BCPSA\)](#) (Loi sur la sécurité publique des grands félins) a été promulguée le 20 décembre 2022 (Pub. L. 117–243). Le but de cette loi est de modifier les Amendements de 1981 à la Loi Lacey (16 U.S.C. 3371–3378) pour éclaircir les dispositions promulguées par la Captive Wildlife Safety Act (Loi sur la sécurité de la faune sauvage en captivité) et pour renforcer la conservation de certaines espèces sauvages, y compris en mettant un terme à la possession privée de grands félins en tant qu'animaux de compagnie et en interdisant aux exposants d'autoriser un contact direct du public avec les grands félins, y compris les bébés tigres. La BCPSA a pour mission de veiller à la santé et au bien-être des grands félins, de protéger le public contre les dangers associés à la possession privée de grands félins et de renforcer les capacités du US Fish and Wildlife Service (USFWS) en matière de lutte contre le trafic des espèces sauvages. La loi comprend de nouvelles restrictions sur le commerce, l'élevage, la possession et l'utilisation de certaines espèces de grands félins. Pour posséder légalement des grands félins à titre privé, les particuliers ou les entités doivent enregistrer, auprès de l'USFWS, tout grand félin qui était en leur possession avant la date de promulgation, sauf si une autre dérogation à la loi s'applique. Aux fins d'information, consultez « What You Need to Know About the Big Cat Public Safety Act » que l'on peut trouver sur le site Web de l'USFWS : <https://www.fws.gov/what-you-need-know-about-big-cat-public-safety-act>.
18. Dans un courriel daté du 25 octobre 2022 (voir annexe 1 du présent document), la Chine donnait des informations sur les dispositions législatives en vigueur en matière de conservation des espèces de grands félins d'Asie, y compris les tigres. Dans sa réponse à la notification aux Parties n° 2023/091, la Chine indiquait avoir pris des mesures strictes pour contrôler les tigres et leurs produits. En 1993, la Chine a interdit l'utilisation des os de tigres à des fins médicinales. Depuis 2018, elle a aussi renforcé les mesures de contrôle et interdit la vente, l'achat, la livraison, le transport, l'importation et l'exportation de tigres et de leurs produits. La Chine indiquait également qu'il n'y a pas d'établissements élevant des tigres à des fins commerciales en Chine.
19. Les paragraphes 20 à 79 contiennent de brefs résumés sur les établissements détenant des tigres en captivité et les observations du Secrétariat au cours de ses missions. Les observations du Secrétariat sous-tendent les recommandations proposées au Comité pour examen dans le paragraphe 92. Les informations sur les dispositions législatives appliquées par les Parties auxquelles le Secrétariat a rendu visite et les mesures de lutte contre la fraude qu'elles ont prises ont été compilées par le Secrétariat et figurent en annexe 2 du présent document.

République tchèque

Établissements détenant des tigres en captivité visités par le Secrétariat

20. Le Secrétariat s'est rendu en mission en République tchèque en mai 2023. Au moment de la mission, la République tchèque détenait un nombre total de 145 tigres vivants captifs enregistrés alors qu'elle avait 177 spécimens en 2018. Ces tigres étaient répartis entre différents établissements, notamment 15 parcs zoologiques accueillant 47 tigres, 17 établissements privés hébergeant 69 tigres et 7 cirques détenant 29 tigres. On observe une diminution continue du nombre de tigres nés et élevés en captivité en République tchèque : de 21 en 2020, les effectifs ont baissé jusqu'à 10 en 2021 et il y a eu une nouvelle diminution, jusqu'à 5, en 2022.
21. En République tchèque, le Secrétariat a visité deux établissements appartenant au même propriétaire. Un troisième établissement appartenant à la même personne et situé dans sa résidence privée n'a pas pu être

visité. Selon les informations données, il s'agit d'un établissement primaire où le propriétaire élevait des tigres avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions législatives, en janvier 2022.

22. Aucun des établissements visités par le Secrétariat n'élevait de tigres et le propriétaire a confirmé que les tigres étaient stérilisés. Le propriétaire s'est déclaré préoccupé par la perte de revenu entraînée par les nouvelles dispositions législatives (reproduction interdite dans les établissements privés – voir information dans l'annexe 2).
23. Les deux établissements exposent des tigres et tous les deux auraient une fonction d'éducation et de sensibilisation. Il y a cependant peu d'informations (signalisation, affiches, etc.) prévues pour les visiteurs.
24. Les établissements sont inspectés par les autorités CITES compétentes ou par l'Administration vétérinaire d'État (placée sous l'égide du Ministère de l'agriculture), au moins deux fois par an.
25. L'utilisation des spécimens de ces établissements obéit à un protocole de destruction des carcasses par des usines d'équarrissage ; des documents sont fournis à l'usine d'équarrissage lorsque les carcasses sont livrées pour destruction.
26. Les établissements doivent obtenir l'approbation de l'Administration vétérinaire d'État régionale compétente pour déplacer les tigres entre les établissements ; ces transferts s'accompagnent de certificats vétérinaires.

Observations du Secrétariat

27. Concernant la décision 14.69 et les dispositions de la résolution Conf. 12.5 (Rev. CoP19), en vertu des dispositions juridiques en vigueur, la reproduction de tigres est interdite dans les établissements privés et seuls les parcs zoologiques enregistrés sont autorisés à élever des tigres. Les dispositions juridiques exigent également une tenue rigoureuse des livres d'élevage pour les tigres en captivité et contiennent des lignes directrices sur l'utilisation des carcasses de tigres qui meurent en captivité. Les principales dispositions comprennent :
 - a) chaque tigre détenu dans l'établissement est enregistré ;
 - b) le déplacement des spécimens (vivants ou morts) doit être autorisé et faire l'objet d'un rapport ;
 - c) des échantillons d'ADN sont prélevés (tant sur les spécimens vivants que morts) et une micropuce est implantée dans chaque spécimen vivant ;
 - d) les établissements font l'objet d'inspections régulières pour vérification du respect des dispositions juridiques ;
 - e) l'élevage est soumis à des restrictions pour limiter la population en captivité, sauf pour les parcs zoologiques ayant une licence ; et
 - f) un protocole obligatoire d'incinération de toutes les carcasses, avec une obligation de signaler ces incinérations à l'autorité compétente (Administration vétérinaire d'État), est appliqué.
28. L'application de la Loi No. 501/2020 Coll., amendant la Loi No. 246/1992 Coll. sur la protection des animaux contre les traitements cruels, entrée en vigueur en février 2021, pourrait avoir augmenté le besoin de disposer de centres de sauvetage et il pourrait être nécessaire d'accroître les capacités à cet égard.
29. Il serait peut-être bon de surveiller de plus près le transfert de carcasses à des taxidermistes pour veiller à ce que des parties et produits n'entrent pas dans le commerce illégal par l'intermédiaire de ces praticiens.
30. Il est essentiel de renforcer et d'officialiser la collaboration entre les autorités compétentes pour améliorer l'efficacité de la procédure d'utilisation et s'assurer de la destruction complète des carcasses, conformément aux obligations réglementaires (vérifier que les carcasses entières sont détruites). Les protocoles relatifs à la destruction des carcasses par les usines d'équarrissage pourraient devoir être renforcés, notamment en ce qui concerne le déplacement et l'utilisation de spécimens dans ces établissements. Il faudrait, notamment, officialiser les rapports et les échanges d'informations entre l'Administration vétérinaire d'État et l'Inspection tchèque de l'environnement.

31. Il pourrait être nécessaire d'augmenter la fréquence des inspections pour veiller au respect des dispositions juridiques, notamment celles qui portent sur l'interdiction de l'élevage, en particulier dans l'établissement que le Secrétariat n'a pas pu visiter (le principal établissement détenant des tigres).
32. Le système de délivrance de permis électroniques et de rapports semble faciliter le suivi, essentiellement parce que le Ministère de l'agriculture a accès au système sur lequel il peut faire directement rapport au moment où les spécimens sont détruits.

République démocratique populaire lao (RDP lao)

Établissements détenant des tigres en captivité visités par le Secrétariat

33. Le Secrétariat rappelle que la RDP lao fait l'objet de la procédure de respect de la Convention de l'Article XIII et que le Comité permanent a adopté plusieurs recommandations relatives à la surveillance continue de fermes détenant des espèces sauvages et au commerce connexe qui sont applicables au maintien de tigres en captivité. Elles prévoient la réalisation d'inventaires et d'audits des tigres gardés en captivité dans ces fermes, de même qu'un programme de marquage et une analyse génétique des animaux pour vérifier leur origine et assurer la traçabilité.
34. Le Secrétariat s'est rendu en mission en RDP lao, en février 2023. Durant la mission, le Secrétariat a été informé de l'existence de six établissements détenant des tigres en captivité en RDP lao et possédant, ensemble, 447 tigres.
35. Au cours de la mission, le Ministère des forêts a indiqué que l'audit préliminaire des tigres détenus en captivité avait été terminé pour les fermes de tigres de deux provinces, en avril 2018 et d'une troisième province en mai 2018.
36. Les audits complets de ces six établissements ont été terminés en 2019 et 2020. Des échantillons d'ADN ont été prélevés et des photographies et vidéos de chaque tigre ont été prises en vue d'une identification individuelle, dans la mesure du possible (aucun échantillon n'a été prélevé sur des femelles gravides et, dans un des établissements, les juvéniles ont été gardés ensemble et n'ont pas été accessibles pour l'audit). L'audit des tigres détenus en captivité a été exécuté en réponse à une recommandation concernant le suivi des fermes détenant des espèces sauvages et du commerce connexe, adoptée par le Comité permanent, dans le contexte de la procédure de l'Article XIII pour la RDP lao.
37. En RDP lao, le Secrétariat a visité trois établissements détenant des tigres en captivité. À l'origine, le but était de visiter quatre établissements. Toutefois, l'accès à un des établissements détenant des tigres a été refusé parce que le propriétaire était malade. Dans un autre établissement appartenant à la même personne, le Secrétariat n'a pas pu accéder à une partie importante des lieux.
38. La plupart des établissements visités avaient précédemment servi à des activités d'élevage à des fins commerciales. Le Secrétariat a été informé que les établissements sont en train d'être transformés et orientés vers le tourisme. Les propriétaires des établissements ayant déclaré être ouverts au public, ont donné des informations au Secrétariat sur le nombre de visiteurs et les droits d'entrée. Il ressort de ces informations que le revenu généré par ces activités semblait être insuffisant pour couvrir les dépenses associées à la gestion et à l'entretien des établissements, y compris aux soins donnés aux tigres. Certains propriétaires ont signalé d'autres sources de revenu (par exemple, plantations de cocotiers, textiles).
39. Les établissements doivent obligatoirement s'enregistrer auprès de l'autorité compétente. Les tigres n'ont pas été dotés de micropuces, mais certains établissements ont des photos pour aider à l'identification individuelle. Dans le cadre de l'audit mentionné au paragraphe 36, des échantillons d'ADN ont également été prélevés dans certains établissements pour aider à l'identification individuelle. Les tigres ne sont pas stérilisés mais dans certains établissements, les mâles et les femelles sont séparés pour limiter la reproduction. Des inspections sont réalisées par des responsables locaux tous les deux à trois mois. Il n'y a pas de procédure en place pour gérer l'utilisation des tigres morts mais un établissement a indiqué que toute mort de tigre doit être signalée à l'autorité compétente.
40. Il semble que les établissements ne détiennent pas de stocks de parties et produits de tigres mais la manière dont ces parties et produits étaient utilisés de manière sécuritaire pour empêcher leur entrée dans le commerce illégal n'était pas très claire.

Observations du Secrétariat

41. Concernant les établissements et la mise en œuvre, le suivi du respect de la Convention et l'application des dispositions réglementaires, le Secrétariat fait les observations suivantes :
- a) Comme indiqué dans le document SC77 Doc. 33.10, la législation nationale de la RDP lao, y compris le Code pénal, remplit maintenant certaines des obligations minimales CITES, dans le cadre du Projet sur les législations nationales.
 - b) Concernant la décision 14.69, il semble que la majorité des tigres hébergés dans les établissements visités par le Secrétariat n'ont pas de valeur inhérente pour la conservation ; tous les établissements ne limitent pas la reproduction ; et il n'y a pas de procédure en place pour gérer l'utilisation des tigres morts, des parties et produits de tigres. Pour déterminer une éventuelle importance pour la conservation, l'audit des fermes de tigres recommandé par le Comité permanent pour la RDP lao, conformément à la procédure de l'Article XIII, devrait se révéler précieux.
 - c) Certaines fermes de tigres de RDP lao pratiquent l'élevage mais les détails concernant le but et la viabilité financière de ces activités restent flous. En conséquence, la pérennité à long terme de ces établissements et le risque potentiel que des spécimens de tigres entrent dans le commerce illégal sont préoccupants.
 - d) Un malentendu semble régner parmi les établissements visités qui détiennent des tigres en captivité en RDP lao, à savoir que le Secrétariat CITES couvrirait les dépenses de transformation des établissements d'élevage en parcs zoologiques.
 - e) Le Secrétariat note que, selon les estimations, il ne reste que 220 *Panthera tigris corbetti* (tigre d'Indochine) à l'état sauvage. En conséquence, les efforts devraient être axés sur l'identification de tout spécimen pur de cette sous-espèce indigène et encourager les propriétaires à s'engager dans un élevage collectif/coordonné pour la conservation de ces animaux.
 - f) Pour limiter le nombre de tigres actuellement détenus en captivité à un niveau ne faisant que soutenir la conservation des tigres sauvages, les étapes suivantes pourraient être envisagées par les autorités :
 - i) limiter la reproduction des tigres en captivité (stérilisation des femelles / mâles, séparation des spécimens mâles et femelles), sauf pour les spécimens de *Panthera tigris corbetti* qui est une sous-espèce indigène pouvant bénéficier d'une initiative d'élevage coordonnée à des fins de conservation ;
 - ii) n'autoriser aucune nouvelle importation de tigres vivants, sauf *Panthera tigris corbetti* à des fins d'élevage pour la conservation ;
 - iii) interdire la création de nouveaux établissements pour les tigres ;
 - iv) appliquer des règles plus strictes aux normes d'élevage de tigres afin d'améliorer les soins et de décourager l'expansion des établissements d'élevage en captivité.
42. Le fait que le Secrétariat se soit vu refuser l'accès à l'un des établissements détenant des tigres et à une zone importante d'un autre établissement appartenant au même propriétaire soulève de graves préoccupations quant au pouvoir des autorités de RDP lao d'inspecter les établissements élevant des tigres.
43. Les fonctionnaires locaux pourraient bénéficier d'une formation complémentaire, de ressources et d'une supervision pour faire en sorte qu'ils aient le contexte, les compétences et les fonds nécessaires pour réaliser des inspections efficaces.
44. Les pratiques de gestion laxistes et les contrôles inadéquats des activités de ces établissements, y compris de leur utilisation de spécimens de tigres qui meurent en captivité, sont source de préoccupation car il existe une possibilité que des parties et produits de tigres se retrouvent dans le commerce illégal. Les recommandations adressées à la RDP lao à cet égard figurent dans le document SC77 Doc. 33.10.

Afrique du Sud

Établissements détenant des tigres en captivité visités par le Secrétariat

45. Le Secrétariat s'est rendu en mission en Afrique du Sud en mai 2023. Sur la base des informations fournies au Secrétariat par l'Afrique du Sud, ce pays compte 73 établissements détenant des tigres qui, ensemble, possèdent plus de 460 tigres.
46. Trois des quatre établissements visités par le Secrétariat durant sa mission sont ouverts au public à des fins pédagogiques et de sensibilisation, mais sont aussi enregistrés comme établissements d'élevage pour des transactions au niveau international à des fins non commerciales (essentiellement des fins zoologiques). Un des établissements n'est pas ouvert au public et n'est enregistré que pour le commerce au niveau national (vente/achat).
47. Trois des quatre établissements ont indiqué que les tigres morts sont incinérés bien que, dans certains cas, les bébés tigres morts sont prélevés par une entreprise spécialisée afin d'être éliminés, ou les carcasses sont envoyées à des taxidermistes pour être transformées. Un établissement a signalé une très faible mortalité par rapport au nombre d'animaux qu'il détenait. Cet établissement est en activité depuis plus d'une décennie.
48. Aucun des établissements ne limite la reproduction et tous les établissements confirment que des registres doivent être tenus et mis à jour avec des informations relatives aux naissances et aux morts et soumis aux autorités provinciales. Trois des quatre établissements ont indiqué que les registres sont mis à jour et communiqués aux autorités provinciales mais un établissement ne respectait pas cette obligation. Les informations détaillées contenues dans les registres ne semblent pas être normalisées à l'échelle des provinces.
49. Trois des quatre établissements visités ont implanté des micropuces dans leurs tigres tandis qu'un établissement ne respecte pas les obligations de marquage et ses tigres ne sont pas munis de micropuces.
50. Des inspections ont lieu régulièrement (tous les mois dans certaines provinces et tous les trimestres dans d'autres provinces) et tous les établissements ont indiqué ne pas avoir de stocks de spécimens de tigres car toutes les carcasses doivent être incinérées.

Observations du Secrétariat

51. Les dispositions juridiques qui régissent les activités des établissements détenant des tigres semblent couvrir, dans une certaine mesure, les principales activités de ces établissements et permettre aux autorités nationales et provinciales de surveiller les établissements, les tigres qu'ils détiennent et le commerce international. Les dispositions comprennent l'enregistrement des établissements, la tenue et la communication de registres, l'implantation de micropuces dans chaque spécimen, l'inspection et l'incinération de toutes les carcasses.
52. L'Afrique du Sud envisage différents moyens de renforcement des dispositions législatives (c'est-à-dire des dispositions législatives nationales visant à garantir la réglementation de l'élevage des tigres en captivité à l'échelle du pays ; des dispositions normalisées entre les neuf provinces ; et la mise en œuvre effective de mesures relatives au bien-être animal). En outre, les points suivants pourraient être examinés :
 - a) des obligations réglementaires relatives au déplacement / transport et à la possession de spécimens de tigres – pour répondre aux préoccupations concernant l'utilisation de spécimens par des personnes / établissements autres que ceux qui détiennent des tigres (par exemple, les taxidermistes, les entreprises chargées de l'élimination des carcasses, les vétérinaires) ;
 - b) l'élaboration d'une Procédure opérationnelle normalisée ou d'un Protocole relatif aux inspections, y compris à la fréquence des inspections ;
 - c) l'élaboration d'une Procédure opérationnelle normalisée ou d'un Protocole relatif à la destruction des spécimens morts ;
 - d) l'élaboration d'un modèle normalisé de registre à tenir, pour faire en sorte que toute l'information pertinente soit consignée, en particulier l'information relative au déplacement, à l'importation, à l'exportation, au commerce national et à l'utilisation des spécimens de tigres ;

- e) des tests ADN obligatoires pour confirmer la lignée parentale et améliorer les capacités de s'assurer que les animaux ont été élevés dans l'établissement concerné ; et
 - f) des mesures pour remédier aux lacunes législatives relatives à la réglementation des activités impliquant des espèces exotiques inscrites à l'Annexe I.
53. Le suivi des conditions liées au permis est inadéquat pour un des établissements, et des questions de non-respect à long terme ont été portées à l'attention du Secrétariat durant la visite de l'établissement. Les représentants du gouvernement ont indiqué que les procédures nécessaires seront suivies pour régler cette situation.
54. Selon les informations, les bébés tigres sont retirés très tôt à leurs mères (entre 3 et 8 mois) à des fins de commerce international et national et pour maximiser la production dans certains des établissements de sorte qu'il devrait y avoir des inspections régulières pour s'assurer que les registres sont mis à jour et soumis comme requis.
55. Les permis sont approuvés au port de sortie et les propriétaires des établissements ont indiqué que de multiples inspections sont réalisées par les autorités avant l'expédition et au port de sortie.

Thaïlande

Établissements détenant des tigres en captivité visités par le Secrétariat

56. Au moment de la mission du Secrétariat en Thaïlande, en février 2023, 105 tigres appartenaient à des propriétaires privés, 1270 tigres à des parcs zoologiques publics et 170 tigres à des établissements gouvernementaux.
57. En Thaïlande, 36 spécimens de la sous-espèce *Panthera tigris corbetti* (tigre d'Indochine) appartiennent à l'État et se trouvent dans sept zoos publics ; 17 autres spécimens se trouvent dans un zoo privé. *Panthera tigris corbetti* pourrait bénéficier d'un programme d'élevage pour la conservation qui utiliserait cette population captive.
58. Le Secrétariat a visité trois établissements de Thaïlande. Deux d'entre eux étaient ouverts au public et le troisième était encore en construction.
59. Un des établissements avait stérilisé les tigres mâles en 2019 pour empêcher la reproduction, mais les deux autres établissements n'avaient stérilisé ni les mâles ni les femelles qui sont cependant séparés pour empêcher / limiter la reproduction. Il y a pourtant des reproductions accidentelles si les tigres ne sont pas séparés à temps.
60. Les trois établissements ont confirmé que tous les tigres sont munis de micropuces d'identification et que le motif de leurs rayures est photographié et communiqué au Département des parcs nationaux (DPN).
61. Pour empêcher l'entrée des spécimens de tigres dans le commerce illégal à partir des établissements ou par leur intermédiaire, la Thaïlande appliquerait les pratiques de gestion et les contrôles suivants : s'il y a un changement dans la population de tigres, le DPN doit être averti immédiatement, dans un délai de 24 heures, par une ligne d'urgence. Une notification officielle doit également être soumise au DPN dans un délai de 60 jours. Les tigres récemment décédés doivent être conservés pour inspection par des fonctionnaires. La carcasse ne peut pas sortir de l'établissement avant d'avoir été inspectée par les fonctionnaires qui vérifient la cause de la mort, la marque d'identification du tigre et prélèvent des échantillons d'ADN. En cas de conservation du spécimen, une demande doit être soumise aux fonctionnaires pour approbation, avec une déclaration d'intention et des détails sur le spécimen. Tous les spécimens conservés doivent porter une marque d'identification. La préservation de biopsies, squelettes, organes ou peaux de tigres morts doit être dûment enregistrée et comprendre des informations sur l'espèce, le sexe, la date de la mort de l'animal et le numéro d'identification (micropuce) des spécimens préservés. Des dossiers doivent être conservés au laboratoire. Les échantillons doivent être conservés dans une salle scellée, fermée à clé, et tous les retraits et dépôts doivent être enregistrés. Si l'établissement ne souhaite pas préserver la carcasse, celle-ci est éliminée par incinération en présence de fonctionnaires des autorités locales.

Observations du Secrétariat

62. Les dispositions juridiques qui réglementent les activités des établissements semblent couvrir les activités minimales nécessaires pour que le gouvernement puisse surveiller les établissements et les tigres détenus dans ces établissements.
63. La Thaïlande joue un rôle vital pour les dernières populations sauvages de *Panthera tigris corbetti* (tigre d'Indochine) (on estime qu'il y a 148 à 189 tigres de cette sous-espèce, à l'état sauvage, en Thaïlande) et se révèle être l'un des derniers bastions de ces tigres dans la grande région du Mékong.
64. Il est possible que les six établissements de la Zoological Park Organization (ZPO) de Thaïlande, qui semblent héberger actuellement des spécimens de *Panthera tigris corbetti*, collaborent à la gestion de cette sous-espèce en captivité. La priorité devrait être donnée aux tests génétiques de la sous-espèce *Panthera tigris corbetti* et il est impératif d'établir un programme d'élevage bien organisé et coordonné pour cette sous-espèce. Malgré le nombre limité d'individus détenus en captivité, il convient de noter que *Panthera tigris corbetti* possède une diversité génétique importante d'allèles, ce qui souligne son rôle vital en tant que ressource génétique clé pour les efforts de conservation du tigre. Cette approche stratégique pourrait permettre, à l'avenir, d'améliorer et de renforcer les populations sauvages.
65. Les observations du Secrétariat sont semblables à celles qui ont été faites à la RDP lao du point de vue de la décision 14.69 : la plupart des tigres se trouvant dans les établissements de Thaïlande visités par le Secrétariat ne semblaient pas avoir de valeur intrinsèque pour la conservation et ne sont pas actuellement utilisés à des fins pédagogiques plus générales. Pour limiter le nombre de tigres actuellement détenus en captivité à un niveau ne faisant que soutenir la conservation des tigres sauvages, il serait bon d'envisager de suivre les étapes décrites au paragraphe 41 f) du présent document.
66. Deux établissements d'élevage thaïlandais détiennent aussi *Panthera pardus delacouri* (le léopard d'Indochine), et il est essentiel que ces animaux soient soumis à des tests génétiques. Ces léopards sont au bord de l'extinction à l'état sauvage et il ne reste plus que de petites populations en Thaïlande, au Myanmar et en Malaisie.
67. La coordination entre le siège et les bureaux régionaux du Département des parcs nationaux, de la conservation des espèces sauvages et des plantes repose actuellement sur des rapports d'inspection sur papier. Une base de données en ligne, à laquelle tous les membres du personnel pourraient avoir accès et qu'ils pourraient mettre à jour, est souhaitable.

Viet Nam

Établissements détenant des tigres en captivité visités par le Secrétariat

68. Au moment de la mission du Secrétariat au Viet Nam (février 2023), il y avait 21 fermes de tigres dans le pays qui possédaient, ensemble, 372 tigres. Ces établissements comprenaient deux centres de sauvetage avec 43 tigres, trois zoos nationaux avec 32 tigres, 12 zoos privés et zones de tourisme avec 238 tigres, deux établissements pilotes d'élevage avec 42 tigres et deux ménages possédant 17 tigres. La majorité des établissements détenant des tigres sont privés. Les propriétaires doivent signer un engagement à ne pas procéder aux activités suivantes : achat, vente, utilisation de tigres et de produits de tigres. Au Viet Nam, aucun élevage de tigres n'est autorisé à des fins commerciales.
69. Le Secrétariat a visité deux établissements détenant des tigres en captivité au Viet Nam. L'un d'eux est ouvert au public ; et l'un des établissements héberge des animaux remis au gouvernement par le tribunal ; dans le cadre de sa condamnation, le délinquant a l'obligation de s'occuper des tigres. Cet établissement n'est pas ouvert au public.
70. Aucun des tigres des deux établissements n'était stérilisé. Les propriétaires conservent les registres contenant des informations sur les animaux et sur toute naissance ou mort, de même que les rapports d'inspection publiés par le Département de la protection des forêts et l'Institut d'écologie et des ressources biologiques. Le propriétaire de l'établissement doit signaler toute naissance ou mort de tigres au Département de la protection des forêts ; toutes les carcasses de tigres seraient incinérées.
71. Dans l'établissement ouvert au public, tous les tigres sont munis de micropuces mais l'établissement n'a pas de lecteur de micropuces. À la place, l'établissement utilise des photos de tigres à des fins d'identification. Le Secrétariat a été informé que le Fonds mondial pour la nature s'était engagé à recueillir

les échantillons d'ADN et les photographies des motifs des rayures à l'avenir. Les tigres de l'autre établissement n'étaient pas marqués.

Observations du Secrétariat

72. Au Viet Nam, les dispositions juridiques qui réglementent les activités des établissements semblent fournir au gouvernement une plate-forme minimale, lui permettant de surveiller les établissements et les tigres qu'ils détiennent. Les dispositions portent sur l'enregistrement des établissements, la tenue et la communication des registres, les inspections et une procédure de signalement des spécimens morts en vue de leur utilisation (incinération). Bien que cela ne soit pas une obligation légale, certains établissements ont pris des mesures pour identifier et surveiller les tigres captifs et implantent, par exemple, des micropuces dans les tigres importés.
73. Le Viet Nam devrait être encouragé à se concentrer sur l'identification de tout spécimen pur de la sous-espèce indigène *Panthera tigris corbetti* (tigre d'Indochine). S'il s'avère que des établissements détiennent cette sous-espèce, ils devraient être encouragés à participer à des programmes coordonnés d'élevage de ces animaux pour la conservation, bénéficiant des contributions et orientations d'associations zoologiques compétentes.
74. Les observations du Secrétariat sont semblables à celles qui ont été faites à la RDP lao et à la Thaïlande du point de vue de la décision 14.69 : la plupart des tigres se trouvant dans les établissements visités par le Secrétariat ne semblaient pas avoir de valeur intrinsèque pour la conservation, la reproduction n'était pas limitée et l'un des établissements n'avait pas de fonctions pédagogiques plus générales. Pour limiter le nombre de tigres actuellement détenus en captivité à un niveau ne faisant que soutenir la conservation des tigres sauvages, il serait bon d'envisager de suivre les étapes décrites au paragraphe 41 f) du présent document.
75. Il semble qu'il y ait au Viet Nam une demande de parties et produits de tigres et, pour remédier à ce problème, il pourrait être efficace de renforcer les programmes de réduction de la demande.
76. Les fonctionnaires locaux pourraient bénéficier d'une formation complémentaire, de ressources et d'une supervision pour faire en sorte qu'ils aient les compétences et les fonds nécessaires pour réaliser une inspection plus efficace des établissements détenant des grands félins d'Asie en captivité.
77. La vérification de l'identité d'un animal muni d'une micropuce pose certains problèmes, essentiellement en raison de l'absence de lecteurs de puces ou des difficultés et des coûts associés au prélèvement d'échantillons d'ADN et à l'implantation de micropuces sous anesthésie. L'utilisation de photographies des rayures, à des fins d'identification, semble être une option plus réalisable. Cette tâche pourrait être menée par tout fonctionnaire local habilité par la législation à faire des inspections. Les résultats pourraient être rapidement transmis au siège pour vérification.
78. Les pratiques de gestion et les contrôles actuels relatifs à l'utilisation de spécimens confisqués de grands félins d'Asie [voir résolution Conf. 17.8 (Rev. CoP19), *Utilisation de spécimens commercialisés illégalement et confisqués d'espèces inscrites à la CITES*] et de spécimens qui meurent en captivité [voir résolution Conf. 12.5 (Rev. CoP19), *Conservation et commerce des tigres et autres espèces de grands félins d'Asie de l'Annexe I*] pourraient être révisés de manière à s'assurer qu'ils permettent réellement d'empêcher les spécimens de ces espèces d'entrer dans le commerce illégal par l'intermédiaire de ces établissements.

Conclusions

79. Dans certains établissements, l'on a signalé ou observé les sous-espèces de tigres [*Panthera tigris amoyensis* (Afrique du Sud) et *Panthera tigris corbetti* (RDP lao, Thaïlande et Viet Nam)] et de léopards (*Panthera pardus delacouri*) (Thaïlande) en danger critique d'extinction. Ces spécimens pourraient être importants dans une perspective de conservation et bénéficier de programmes d'élevage à des fins de conservation.
80. Concernant la mise en œuvre de la décision 14.69, le Secrétariat note que, dans les cinq Parties ayant des populations captives de tigres qui ne contribuent pas directement à la conservation des tigres sauvages, il existe encore des établissements détenant des tigres en captivité. Le Secrétariat n'a trouvé aucune preuve que les établissements visités élèvent des tigres pour leurs parties et produits et la plupart des pays ont des procédures de destruction des carcasses en vigueur. Toutefois, le Secrétariat n'a pas pu visiter tous les établissements et parfois, n'a pas été autorisé à accéder à ceux qu'il avait prévu de visiter. En outre, des

organisations non gouvernementales ont communiqué au Secrétariat des informations indiquant que des produits prétendant contenir des spécimens de tigres continuent d'être disponibles en Asie du Sud-Est, ce qui soulève des préoccupations quant à la production continue de tels spécimens.

81. Le sens de ce qu'est l'élevage à des fins de conservation n'est généralement pas compris, et la plupart des établissements visités estiment que les activités pédagogiques et de sensibilisation du public contribuent et soutiennent la conservation des tigres sauvages. Et même si c'était le cas, seul un petit nombre d'établissements visités disposent de matériel pédagogique et de signalisation adéquat, et organisent des visites guidées pour soutenir leurs efforts.
82. La majorité des établissements visités appliquent des restrictions telles que la stérilisation ou la séparation des tigres mâles et des tigres femelles pour contrôler la reproduction. Certains établissements participent cependant activement à la reproduction pour le commerce de spécimens vivants, principalement à des fins zoologiques, en particulier en Afrique du Sud.
83. Il semble que des dispositions législatives réglementant les activités des établissements détenant des tigres soient en vigueur, notamment l'enregistrement des établissements, la tenue de registres et les rapports, l'implantation de micropuces sur des spécimens individuels (sauf au Viet Nam), des inspections et la destruction des carcasses. La mise en œuvre, le suivi et l'application stricts de ces dispositions sont nécessaires. Une politique de tolérance zéro devrait être appliquée et toute irrégularité strictement sanctionnée.
84. La ligne d'urgence nationale thaïlandaise avec laquelle les gardiens peuvent déclarer la naissance et la mort de tigres pourrait servir de modèle reproductible ailleurs.
85. La décision 14.69 recommande de limiter la population captive à un niveau ne faisant que soutenir la conservation des tigres sauvages et de n'élever aucun tigre pour le commerce de ses parties et produits. À cet égard, le Secrétariat rappelle que la décision 14.69 et la question de la limitation du commerce de spécimens de grands félins d'Asie ont suscité un débat considérable depuis l'adoption de la décision à la CoP14[†].
86. Pour plusieurs établissements visités, en particulier en RDP lao et en Thaïlande, qui accueillent un grand nombre de tigres, trouver une autre utilisation pour ces tigres captifs, telle que la transformation des fermes de tigres en zoos, pourrait se révéler difficile compte tenu de leur emplacement reculé et des coûts associés.
87. Les établissements qui possèdent un grand nombre de tigres et n'ont pas de revenu durable nécessitent un suivi rigoureux et des mesures de contrôle pour réduire le risque de voir des spécimens de tigres entrer dans le commerce illégal.
88. Si certains établissements détenant des tigres en captivité sont forcés de fermer, il faudra peut-être prendre des mesures pour répondre aux besoins probablement imminents de recourir à des centres de sauvetage et des sanctuaires. Dans des cas extrêmes où de nombreux animaux sont concernés, d'autres mesures d'utilisation peuvent être envisagées, y compris l'euthanasie.
89. Les Parties ayant des établissements qui élèvent un grand nombre de tigres et les Parties qui hébergent un grand nombre de tigres pourraient bénéficier d'une approche plus méthodique pour améliorer la valeur de conservation et pédagogique ainsi que pour mettre fin aux activités des établissements qui n'ont pas de valeur pour l'éducation ou la conservation, ne respectent pas les règlements et posent un risque concernant les parties et produits de ces animaux entrant dans le commerce illégal.
90. La République démocratique populaire lao fait actuellement l'objet de la procédure de l'Article XIII et des recommandations concernant le suivi des fermes détenant des espèces sauvages et du commerce associé ont été adoptées par le Comité permanent lors de précédentes sessions. En conséquence, les recommandations émanant des missions tigres concernant la RDP lao figurent dans le document SC77 Doc. 33.10, pour discussion sous ce point de l'ordre du jour.
91. Le Secrétariat saisit également cette occasion pour attirer l'attention des Parties sur le [document final](#) de la réunion de l'Équipe spéciale CITES sur les grands félins, en particulier sur le paragraphe 2 du document final qui souligne la nécessité de renforcer les règlements des établissements élevant des grands félins en captivité pour prévenir et détecter tout commerce illégal au départ de ces établissements et de déployer des

[†] Voir paragraphes 22 à 26 du document [CoP17 Doc. 60.1](#) et paragraphes 26 à 35 du document [SC66 Doc. 44.1](#)

mesures renforcées de lutte contre la fraude. Le rapport de la réunion de l'Équipe spéciale CITES sur les grands félins est présenté dans le document SC77 Doc. 39.3 sur l'*Équipe spéciale CITES sur les grands félins (Felidae spp.)*.

Recommandations

92. Le Comité permanent est invité à :

- a) encourager toutes les Parties sur le territoire desquelles se trouvent des établissements détenant des grands félins d'Asie en captivité à :
 - i) appliquer le paragraphe 1 h) de la résolution Conf. 12.5 (Rev. CoP19), *Conservation et commerce des tigres et autres espèces de grands félins d'Asie de l'Annexe I* ; et
 - ii) renforcer le suivi du respect des dispositions législatives relatives aux établissements détenant des tigres en captivité et leur application par une mise en œuvre stricte des exigences réglementaires, en veillant à ce que les registres soient tenus avec exactitude ; l'identification de chaque tigre soit une obligation (à l'aide de micropuces, de l'analyse de l'ADN et de photographies d'identification des rayures, selon le cas) ; les inspections aient lieu régulièrement ; l'utilisation soit exécutée avec les contrôles et la supervision nécessaires et toute irrégularité soit strictement sanctionnée ;
- b) encourager également toutes les Parties sur le territoire desquelles se trouvent des établissements élevant un grand nombre de tigres et des établissements hébergeant un grand nombre de tigres à envisager d'adopter une approche plus méthodique vis-à-vis de ces établissements pour améliorer leur valeur pour la conservation et l'éducation, et à mettre un terme aux activités des établissements qui n'ont pas de valeur pour la conservation ou l'éducation, qui ne respectent pas les règlements et représentent un risque d'entrée de parties et produits de ces animaux dans le commerce illégal. Cette approche pourrait inclure :
 - i) l'identification d'établissements détenant des tigres ayant une valeur du point de vue de la génétique et de la conservation et l'engagement de ces établissements dans un élevage coordonné pour la conservation de ces animaux ;
 - ii) l'identification d'établissements détenant des tigres en captivité, qui sont correctement situés pour permettre l'accès du public et qui satisfont aux conditions d'élevage et de bien-être animal basées sur les lignes directrices nationales et internationales, et la mise en œuvre de programmes d'appui, si nécessaire (par exemple, fourniture d'orientations sur l'élaboration de matériel pédagogique et de signalisation et d'affiches), pour que ces établissements acquièrent une réelle valeur pédagogique et sensibilisent aux avantages de la conservation des tigres sauvages, y compris en attirant l'attention du public sur le commerce illégal et la nécessité de le combattre ;
 - iii) des mesures de mise en œuvre et de lutte contre la fraude pour réduire le nombre de tigres dans les établissements qui ne contribuent pas à la conservation des tigres sauvages ou qui ont une valeur pédagogique limitée, en restreignant la reproduction des tigres (par exemple, en séparant les tigres mâles et les tigres femelles, par la stérilisation et autres mesures d'utilisation, y compris l'euthanasie) dans ces établissements, et en restreignant l'acquisition de nouveaux animaux par ces établissements ;
 - iv) prenant en considération la décision 14.69 qui donne instruction aux Parties de limiter la population captive à un niveau ne faisant que soutenir la conservation des tigres sauvages et indique que les tigres ne devraient pas être élevés pour le commerce de leurs parties et produits, des mesures interdisant la création de nouveaux établissements détenant des tigres en captivité avec un nombre étroit de dérogations, le cas échéant ;
 - v) une évaluation des besoins de création de centres de sauvetage, de sanctuaires ou d'autres mesures d'utilisation, y compris l'euthanasie, etc., si nécessaire, en raison de l'élimination progressive des élevages intensifs de tigres ; et
 - vi) un examen des pratiques de gestion et des contrôles réglementant les activités des établissements détenant des tigres en captivité pour s'assurer qu'ils suffisent à empêcher que des spécimens de tigres entrent dans le commerce illégal par l'intermédiaire de ces établissements, y compris de

l'attribution de licences à ce genre d'établissements, l'enregistrement exact de chaque tigre, les inspections régulières et l'utilisation bien réglementée des tigres qui meurent en captivité ;

- c) encourager également toutes les Parties où il y a une demande de parties et produits du tigre à redoubler d'efforts dans leurs activités de réduction de la demande liées au commerce illégal de grands félins d'Asie, conformément à la résolution Conf. 17.4 (Rev. CoP19), *Stratégies de réduction de la demande pour lutter contre le commerce illégal d'espèces inscrites à la CITES*, en tenant compte des *Orientations sur les stratégies de réduction de la demande pour lutter contre le commerce illégal d'espèces inscrites à la CITES* ;
- d) encourager tous les gouvernements, les organisations intergouvernementales, les organismes d'aide internationaux, et les organisations non gouvernementales à fournir d'urgence des ressources financières et d'autres formes d'assistance aux Parties ayant des établissements qui élèvent un grand nombre de tigres et des établissements qui hébergent un grand nombre de tigres pour soutenir la mise en œuvre du paragraphe 92 b) ci-dessus ;

outre les recommandations du paragraphe 92 a), b) et c) qui s'adressent à toutes les Parties,

- e) encourager la **République tchèque** à :

- i) continuer de collaborer avec l'Administration vétérinaire d'État pour renforcer les procédures relatives au processus d'utilisation, y compris en améliorant le suivi pour garantir la destruction complète des carcasses ; et
- ii) conduire une inspection de l'établissement que le Secrétariat n'a pas pu visiter durant sa mission et fournir un rapport sur ses conclusions au Secrétariat, 30 jours avant le délai fixé pour la publication des documents de la 78^e session du Comité permanent (c'est-à-dire le 5 novembre 2024) ;

- f) encourager l'**Afrique du Sud** à :

- i) normaliser et renforcer les dispositions législatives relatives à des activités impliquant la détention, l'élevage, le commerce international et l'utilisation des tigres ;
- ii) normaliser les procédures relatives aux registres que tiennent les établissements, les inspections des établissements et la destruction de carcasses par l'élaboration de procédures opérationnelles normalisées ou autres mécanismes semblables ;
- iii) préparer du matériel pédagogique et des expositions pour renforcer la valeur des expositions de tigres en matière d'éducation publique et de sensibilisation ;
- iv) lancer un processus pour combler les lacunes législatives relatives à la réglementation des activités impliquant des espèces exotiques inscrites à l'Annexe I (y compris le tigre) ;
- v) surveiller le respect et l'application des conditions actuelles attachées aux permis de fonctionnement pour tous les établissements et plus particulièrement les établissements qui présentent des problèmes de non-respect à long terme ;

- g) encourager la **Thaïlande** et le **Viet Nam** à :

- i) détecter tout spécimen de la sous-espèce *Panthera tigris corbetti* et encourager les établissements à s'impliquer dans l'élevage coordonné pour la conservation de ces animaux et autres actions appropriées ;
- ii) renforcer les mesures pour :
 - A. restreindre la reproduction de tigres dans les établissements d'élevage en captivité, et l'importation de tigres par ces établissements, à un niveau ne faisant que soutenir la conservation des tigres sauvages ;
 - B. surveiller individuellement les tigres détenus dans ces établissements par l'implantation de micropuces, l'identification du motif des rayures et des analyses de l'ADN, selon le cas ;

- C. interdire la création de nouveaux établissements détenant des tigres en captivité avec de rares dérogations, le cas échéant ; et
 - D. restreindre les parties et produits dont la possession est autorisée pour empêcher ces spécimens d'entrer dans le commerce illégal ;
- iii) préparer du matériel pédagogique et des expositions pour renforcer la valeur des expositions de tigres en matière d'éducation et de sensibilisation du public ;
 - iv) renforcer les procédures opérationnelles normalisées pour les inspections et l'utilisation de spécimens (y compris la destruction de carcasses après vérification de l'identité du tigre mort) et former les fonctionnaires à conduire les inspections et surveiller l'utilisation des carcasses, le cas échéant.

RESPONSES FROM PARTIES

China

Monday, September 18, 2023 at 23:01:28 Central European Summer Time

Subject: Re: CHINA FW: Implementation of Decisions 17.229 and 17.224: Facilities keeping Asian big cat species in captivity

Date: Tuesday, 25 October 2022 at 03:04:26 Central European Summer Time

From: 李林海

To: David Morgan

CC: David Morgan, cites_chinama@163.com, surui8423@sina.com, UNOG-UNEP-CITES Info, 何语霏

Attachments: image002.png

Dear Mr. David Morgan,

By this opportunity, on behalf of China CITES Management Authority, I would like to express our appreciation for your work in CITES implementation and close communication with China, and to sincerely apologize for not being able to complete the questionnaire by September 15th, taking into consideration that more than 30 captive breeding facilities in China were mentioned and that a lot of time has been taken to collect the information and it has not been completed yet.

Regarding your questionnaire on Asian big cats captive breeding facilities, which involved dozens of captive breeding facilities in seven Parties, including China, and came from some documents that were presented and noted at relevant CITES meetings in the past. Regard this, it is noted that according to the results of the questionnaires showed in the SC75 Doc.9, many facilities for education, conservation, rescue, etc., which are not related to breeding in commercial scale, are also included. This reflects some existing problems that should be given more attention. For example, the identification of facilities in each country listed is not supported by scientific and reliable data and information. Some information are collected from the Internet, and has neither been officially confirmed by the Parties, nor generally accepted by globally recognized experts. Besides, there is an obvious duplication in the list (20 and 21 are both "Yichang Sanxia Forest and Wildlife Zoo").

Despite the above mentioned, we are committed to fulfill the decisions of CITES and provide the following information for your reference regarding the

conservation and management of Asian big cats.

China has enacted and amended the Wildlife Conservation Law to strengthen the conservation of wildlife, including the Asian big cats. Many wild animals, including tiger, leopard, snow leopard, are all listed as species under Grade I state protection. Under the law, it is prohibited to hunt, catch and kill wildlife under the state key protection except for such purposes as scientific researches, population control, epidemic sources and epidemic monitoring, or for other special purposes. For selling, purchasing, or utilizing wildlife under the state key protection and its derivative products, there are similar provisions in this law. Even in special cases, the approval of competent authorities in charge of wildlife conservation under the State Council is required.

The import and export of wildlife under the state key protection and their products shall, in accordance with the law, be subject to the approval of competent authorities in charge of wildlife conservation under the State Council or the State Council, and a permit issued by China CITES Management Authority. Regarding this, China has further adopted a series of measures stricter than CITES, such as the requirement of import permit for all CITES appendice-listed species and no exemption for personal or household effects, to strengthen the management of wildlife and its import and export. Every year, China organizes special supervision and inspection on hunting, selling, purchasing, using, importing and exporting of wild animals and their products, and urges relevant captive breeding facilities to strictly comply with all Chinese laws and regulations and CITES regulations.

Regard tigers and their products, China has implemented the most stringent control measures in the world, prohibiting the sale, purchase, delivering, carrying, transporting, importing and exporting, as well as medicinal use. Currently, there are no facilities breeding tigers for commercial purpose in China.

China has continued to promote the construction of a nature reserve system

with national parks as the mainstay. Five national parks and tens of thousands of nature reserves have been established, with a total area of over 170 million hectares, accounting for 18 percent of the country's land area. We have further strengthened patrol guards and promoted the recovery and restoration of wildlife habitats, to create a better habitat for wildlife. In particular, the Northeast Tiger and Leopard National Park and the Sanjiangyuan National Park were established, and the populations of tigers, leopards, snow leopards and other big cats have steadily increased.

China has established Inter-Ministerial Joint Conference on Combating Illegal Wildlife Trade, consisting of 27 ministries and National Inter-agency CITES Enforcement Coordination Group, consisting of 12 departments and bureaus, with tigers, leopards, snow leopards and other large cats as priority species of concern. Regular meetings are held to summarize the progress of work, analyze the problematic situation, and determine the next step of work, covering all aspects of law and regulation revision, deployment of special enforcement actions, publicity and education, promotion of international cooperation, and all links of wildlife and its products such as field patrol and guarding, captive breeding, trading, transportation, import and export, and utilization.

China organizes a large number of public awareness and education activities every year, and at specific time points such as World Wildlife Day and Wildlife Protection Publicity Month, thematic publicity activities are organized to raise public awareness of wildlife protection and refusing illegal trade.

International cooperation has been continuously strengthened. China has participated in the Global Tiger Forum, the Ministerial Conference on Tiger Conservation, and the Steering Committee meetings of the Global Snow Leopard and Ecosystem Protection Project to strengthen communication with other range States and promote cross-border conservation actions. China has taken the lead in or participated in international joint law enforcement operations such as the "Thunder" series, and promoted a chain of crackdown on

illegal trade in wildlife and its products in source, transit and destination countries. Training courses are organized annually for relevant developing countries to strengthen communication on wildlife conservation management in their country.

We would appreciate it if you could take the above information and concerns into consideration and report to SC75 in an appropriate manner.

In addition, it seems that there are some language problems in SC75 Doc.9. In the second line of paragraph 4 "captive facilities for Asian big cats" are mentioned. In fact, not all the facilities proposed according to the b) standard are captive facilities, e.g. some are taxidermy companies.

Should you have any further questions, please do not hesitate to contact us.

Best regards,

Li Linhai (Mr.),

Director,

Fauna Conservation and Management Division, China CITES Management Authority

 李林海

citeszh@126.com

Czech Republic

Background

Implementing Decision 14.69?	Yes
Implementing paragraph 1 h) of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18)?	Yes
Implementing Decision 17.226?	Yes
Received copies of national legislation applies these management practices and controls?	Details relating to provisions received
Management practices and controls reviewed in accordance with Decision 17.226?	Yes
Competent authority for ensuring that provisions of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18) and Decision 17.226 are complied with	Czech CITES Enforcement Authorities – Czech Environmental Inspectorate, Customs Authorities, Police
Actions taken during the past 5 year to ensure compliance with these provisions of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18) and Decision 17.226, including the number of inspections of facilities breeding tigers and measures taken by the authorities as follow up on inspections.	Czech Environmental Inspectorate conducted 58 inspections of the facilities breeding tigers and other Asian big cat species
Illegal trade of tiger specimens linked to tiger facilities detected during the past 5 years? (If yes, number of seizures, arrests and prosecutions made and convictions and penalties imposed).	As a result of inspections of breeding facilities conducted by the Czech Environmental Inspectorate in past five years, 12 cases of violation of the Czech CITES National legislation or the EU Wildlife Trade regulations concerning tigers and other Asian big cat species were revealed by the Czech Environmental Inspectorate. These violations included e.g. not following the rules for registration of the specimens according to the CITES national legislation, offering tiger specimens for trade without the permission, not proving legal origin of the specimens kept etc. and the offenders were punished by fines with total amount of 120 000,- CZK. Detailed information about the individual cases are available upon request. Criminal investigation of several cases concerning suspicion of illegal handling with Tiger carcasses in the years 2021 and 2022 based on the findings of the Czech Environmental Inspectorate, Customs Authorities and Police have been initiated. Seizures: In 2019, two live specimens of white tigers were seized and confiscated because the specimens were not marked with microchips. In the same year, a tiger skeleton (without a skull), and a separate tiger skull were confiscated and a stuffed tiger body, without proof of legal origin, was seized. A live female tiger cub was seized in August 2022 without marking by microchip and proof of legal origin and placed into the rescue center (zoo) in the Czech Republic

Facilities which may be of concern

Question	Facility	
	CZ1	CZ2
Is the facility still open/operational?	Yes, open for public from May to September (tourist season)	Yes
If not, where are the tigers that were previously housed in it?	-	-
How many tigers are presently at the facility?	3 females (12/09/2022)	21 tigers
How many tigers have been bred in the facility in each of the last 5 years?	0 - Exhibition (no breeding)	2017 (8), 2018 (4), 2019 (0), 2020 (3), 2021 (6), 2022 (1)
Is the facility open to the public?	Yes	No
Who is the owner of the facility?	Provided	Provided
Why are tigers being kept at the facility? – what is its purpose?	Exhibition	Keeping without breeding since strengthened conditions according to the amended National Veterinary legislation came into force in 2022, exhibition for public in other facilities (during tourist season from April to September)

What records of tiger presence and breeding are kept by the facility?	Records kept by the owner in written form and all tigers are also registered in accordance with the Act No. 100/2004 Coll. (on Trade in Endangered Species) and the relevant National Veterinary legislation	Records kept by the owner in written form and all tigers are also registered in accordance with the Act No. 100/2004 Coll. (on Trade in Endangered Species) and the relevant National Veterinary legislation
Are the tigers sterilized and/or are the sexes kept apart?	No, only females in the facility	Tigers are not sterilized, nor kept apart, tigers receive contraception (<i>Covinan</i>)
Are the tigers marked or individually identified?	All specimens marked by microchips	All specimens marked by microchips
How are the carcasses of tigers which die at the facility disposed of?	No deaths of tigers recorded, no disposal of tiger carcasses.	No disposal of carcasses, carcasses are immediately sent to the rendering plant.
Do any stockpiles of tiger carcasses or parts and derivatives from the facility exist?	No	No
What kind of management practices and controls are in place regarding the disposal of specimens from tigers that die in captivity?	There are strengthened veterinarian measures focused on the check of tiger carcasses in rendering plants before they are further processed. The protocols for destruction of tiger carcasses issued by veterinarians after the death of the tigers are duly checked with respect to the weight, age and sex of the dead specimen sent for processing in order to be assured that no parts of carcasses have been misused for illegal trade. If missing parts of carcasses are identified relevant CITES enforcement bodies are informed by veterinarians for further check of the owner of the tiger	Same as for other facility

Lao PDR

Background

Implementing Decision 14.69?	Yes
Implementing paragraph 1 h) of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18)?	Yes
Implementing Decision 17.226?	Yes
Received copies of national legislation applies these management practices and controls?	List of legislation used to implement the decisions and resolution provided
Management practices and controls reviewed in accordance with Decision 17.226?	Yes
Competent authority for ensuring that provisions of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18) and Decision 17.226 are complied with	- Lao PDR's CITES MA—Department of Forestry under Ministry of Agriculture and Forestry - Lao PDR's Lao WEN agencies: Department of Forest Inspection, Police, Customs, Prosecutors, Anti-Money Laundering, Anti-Corruption, and Military.
Actions taken during the past 5 year to ensure compliance with these provisions of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18) and Decision 17.226, including the number of inspections of facilities breeding tigers and measures taken by the authorities as follow up on inspections.	From 2018 to 2023, the Department of Forest Inspection—in collaboration with Lao PDR's CITES MA—conducted 05 inspections of tiger facilities. Measures taken include: - The inspections were conducted based on the MAF Decision No. 0188 (2019) on Establishing and Managing Zoos, Farms, Rehab and Breeding Centers - Registration and listing of all captive species of tiger
Illegal trade of tiger specimens linked to tiger facilities detected during the past 5 years? (If yes, number of seizures, arrests and prosecutions made and convictions and penalties imposed).	From 2018 to 2023, there has not been illegal trade of tiger specimens linked to tiger facilities in Lao PDR been detected

Facilities which may be of concern

Question	Facilities							
	LA1 + 2	LA3	LA4	LA5	LA6	LA7	LA8	LA9
Is the facility still open/operational?	Open and operational	Open and operational	Open and operational	Open and operational	Not existing	Not existing	Open and operational	Open and operational
If not, where are the tigers that were previously housed in it?	--	-	-	-			-	-
How many tigers are presently at the facility?	63	149	146	53			None	36
How many tigers have been bred in the facility in each of the last 5 years?	No evidence of breeding found	No evidence of breeding found	No evidence of breeding found	No evidence of breeding found			None	No evidence of breeding
Is the facility open to the public?	In process of upgrading for public visits	In process of upgrading for public visits	In process of upgrading for public visits	Open for public visit			Yes	Yes
Who is the owner of the facility?	Provided	Provided	Provided	Provided			Provided	Provided
Why are tigers being kept at the facility? – what is its purpose?	Tourism	Previously for commercial breeding purposes, now turning into zoo for tourism and scientific purposes	Previously for commercial breeding purposes, now turning into zoo for tourism and scientific purposes	Previously for commercial breeding purposes, now turning into zoo for tourism and scientific purposes			Rescue center	Previously for commercial breeding purposes, now turning into zoo for tourism and scientific purposes
What records of tiger presence and breeding are kept by the facility?	Registration Species-listing	Registration Listing of tiger species	Registration Listing of tiger species	Registration Listing of tiger species			None	Registration Listing of tiger species

Are the tigers sterilized and/or are the sexes kept apart?	No sterilization, but sexes are separated	No sterilization, but the sexes are separated	No sterilization, but the sexes are separated	No sterilization, but the sexes are separated			None	No sterilization, but the sexes are separated
Are the tigers marked or individually identified?	Not yet	No	No	No			None	No
How are the carcasses of tigers which die at the facility disposed of?	Buried in the designated area approved by DAFO and the facility	No evidence of dead tigers	No evidence of dead tigers	No evidence of dead tigers			None	No evidence of dead tigers
Do any stockpiles of tiger carcasses or parts and derivatives from the facility exist?	No	No evidence of dead tigers	No evidence of dead tigers	No evidence of dead tigers			None	No evidence of dead tigers
What kind of management practices and controls are in place regarding the disposal of specimens from tigers that die in captivity?	None	None	None	None			None	None

South Africa

Background

Implementing Decision 14.69?	No
Implementing paragraph 1 h) of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18)?	Yes
Implementing Decision 17.226?	No
Received copies of national legislation applies these management practices and controls?	-
Management practices and controls reviewed in accordance with Decision 17.226?	-
Competent authority for ensuring that provisions of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18) and Decision 17.226 are complied with	-
Actions taken during the past 5 year to ensure compliance with these provisions of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18) and Decision 17.226, including the number of inspections of facilities breeding tigers and measures taken by the authorities as follow up on inspections.	Details provided
Illegal trade of tiger specimens linked to tiger facilities detected during the past 5 years? (If yes, number of seizures, arrests and prosecutions made and convictions and penalties imposed).	Four cases. Details provided

Facilities which may be of concern

Question	Facility			
	ZA1	ZA2	ZA3	ZA4
Is the facility still open/operational?	Yes	Yes	Yes	Yes
If not, where are the tigers that were previously housed in it?	-	-	-	-
How many tigers are presently at the facility?	65	30	13	41
How many tigers have been bred in the facility in each of the last 5 years?	35	40	13	75
Is the facility open to the public?	No	Yes	Yes	Yes
Who is the owner of the facility?	Provided	Provided	Provided	Provided
Why are tigers being kept at the facility? – what is its purpose?	Enhance property's economic productivity and for personal effects	Exhibition and breeding	Education, awareness-raising and export of offspring to zoos	Conservation, breeding and export of live specimens
What records of tiger presence and breeding are kept by the facility?	Captive breeding register submitted quarterly	Stock sheets/records	Register	Records kept
Are the tigers sterilized and/or are the sexes kept apart?	Not routinely	No	Sexes normally kept apart	Sometimes kept apart
Are the tigers marked or individually identified?	No	Some microchipped	Microchipped	Microchipped.
How are the carcasses of tigers which die at the facility disposed of?	Consumptive use of meat by themselves. Skins tanned for own use.	Burned	Small animals burned or buried; larger ones stuffed.	Incinerated
Do any stockpiles of tiger carcasses or parts and derivatives from the facility exist?	No	No	No	No
What kind of management practices and controls are in place regarding the disposal of specimens from tigers that die in captivity?	Deaths to be declared to authorities and logged in breeding register.	Burning	Authorities notified. Veterinarian assessment of cause of death.	Self-regulation.

Thailand

Background

Implementing Decision 14.69?	Yes
Implementing paragraph 1 h) of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18)?	Yes
Implementing Decision 17.226?	Yes
Received copies of national legislation applies these management practices and controls?	Details and copies provided
Management practices and controls reviewed in accordance with Decision 17.226?	Yes
Competent authority for ensuring that provisions of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18) and Decision 17.226 are complied with	Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation
Actions taken during the past 5 year to ensure compliance with these provisions of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18) and Decision 17.226, including the number of inspections of facilities breeding tigers and measures taken by the authorities as follow up on inspections.	In case of a tiger's death and the facility wishes to keep the carcass, the facility should state its desire to preserve the carcass to the Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation within 60 days of the tiger's death. Sor Por 26 (ส.ป.26) report form with information and the objective of keeping the carcass stated should also be submitted. The carcass will then be marked for identification purposes. In case the facility does not wish to preserve the carcass, the carcass should be disposed of in the presence of officers from local authorities. The Wildlife Conservation Office, the Protected Area Regional Office 1-16, and relevant local branches are to monitor and inspect the permit holders regarding actions related to protected species and their carcass (tiger) at least once every 30 days. If the permit holders are found to violate the law, they will be strictly punished accordingly
Illegal trade of tiger specimens linked to tiger facilities detected during the past 5 years? (If yes, number of seizures, arrests and prosecutions made and convictions and penalties imposed).	One case recorded in November 2020 that might be linked to tiger facilities for possessing protected species (tiger) without permission, not for illegal trade. Officers from Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation investigated the facility implicated and seized five tiger cubs and a cub carcass of which the DNA did not link to any tigers in the zoo, and a tiger skin with a stripe pattern that was not matched with recorded photo. The officer charged the zoo committing the crime in violation of section 17 of the Wildlife Conservation and Protection Act, B.E. 2562 (2019), as the zoo possesses those tiger specimens without license. The seized tigers were brought into the care of a DNP facility. At the Prosecutorial stage, the criminal proceeding has been abated upon the death of the offender (zoo owner) in 2023. Legally possessed tigers will be transferred to other captivities in response to revocation of the zoo permit. Cooperation with and regular meetings with neighbouring countries to address concerns relating to illegal trade in wildlife including tigers.

Facilities which may be of concern

Note: Three of the 16 facilities identified as facilities of concern are not operational anymore and were therefore not included in the tables below. Tigers from these facilities were transferred to other facilities – Thailand indicated that the transfer procedures were legally conducted in accordance with the Wildlife Conservation and Protection Act, B.E. 2562.

Question	Facility					
	TH1	TH2	TH3	TH4	TH5	TH6
Is the facility still open/operational?	Yes	Currently under maintenance	Yes	Yes	No. (Permit revoked on 20 July 2021)	Yes
If not, where are the tigers that were previously housed in it?	-	-	-	-		-

How many tigers are presently at the facility?	181 live tigers	209 tigers as of 31 August 2022	54 live tigers	26 tigers	37 live tigers are still housed at the facility, as the case is currently undergoing legal proceeding.	27 live tigers
How many tigers have been bred in the facility in each of the last 5 years?	97 cubs in 2018 60 cubs in 2019 22 cubs in 2020 12 cubs in 2021 15 cubs in 2022	54 cubs in 2018 55 cubs in 2019 51 cubs in 2020 23 cubs in 2021 0 cubs in 2022	10 cubs over the span of 5 years	An average of 1 newborn cub per year.		A total of 13 tiger cubs were born over the span of 5 years.
Is the facility open to the public?	Yes.	Not at the moment, (under maintenance).	Yes	Yes	No.	Yes.
Who is the owner of the facility?	Provided	Provided	Provided	Provided	Provided	Provided
Why are tigers being kept at the facility? – what is its purpose?	For business purposes as a public zoo.	For business purposes as a public zoo.	To attract tourists	For visitors' study purposes.	Formerly for business purposes, with a permit legally issued by DNP.	For business purposes as a zoo. Visitors can look forward to educational and exciting experiences with tigers.
What records of tiger presence and breeding are kept by the facility?	Record of the estrus period of tigers, breeding cycle, and female breeders are recorded, including numbers of cubs given birth to and behaviour toward the cubs.	Records of captive tigers are being kept. Increases and decreases of tigers are also being recorded in Sor Por 26 (Å.26) report form.	Record of their birth, health, death, serial number, and parents' history are being kept.	A database recording their information and characteristics is established in compliance with DNP's regulation. Breeding of tigers occurs in a large natural open area.	Record of DNA samples and stripe patterns were recorded.	Information regarding tigers' behaviors and health, including blood check results, weight, Body Condition Score, disease/sickness and the cures, and so forth.
Are the tigers sterilized and/or are the sexes kept apart?	After 2019, sterilizing male tigers is a norm in the facility. Those of different sexes are also being kept apart.	Tigers of different sexes are kept apart.	Tigers of different sexes are being kept apart. Some of them are sterilized.	None of the tigers is sterilized. All of them are being kept together in a very wide and open natural area.	Tigers of different sexes were kept apart.	No tigers were sterilized. Tigers of different sexes are being kept apart, in separated cages.
Are the tigers marked or individually identified?	The tigers are implanted with a microchip for identification purposes. All of them are registered by the authorized officer, in compliance with regulations of the Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation.	The tigers are implanted with a microchip for identification purposes and registered in captive tiger database.	All tigers are marked for identification purposes.	All of them are marked and had their stripe patterns photographed in compliance with DNP's regulation.	All tigers were marked and can be identified from their stripe patterns.	All the tigers are implanted with an identification microchip and have their stripe patterns photographed. Every single one of them can be identified individually.
How are the carcasses of tigers which die at the facility disposed of?	The carcasses are preserved in cold storage while waiting for the authorized officer's arrival. They will then be verified by the forensic officer to find the cause of death, and be properly disposed of later on.	The carcasses are preserved in cold storage while waiting for the authorized officer's arrival. They will then be properly disposed of in the presence of the officer later on.	Incineration	Tiger's death is reported to authorities via the 1362 hotline. The carcass will be inspected and properly disposed of if in accordance with DNP's regulations.	When a tiger dies, its death would immediately be reported to DNP via the 1362 hotline within 24 hours. The carcass was preserved for officers to inspect and dispose of later on.	The carcass will be disposed of by incineration in the presence of authorized officers from the Protected Area Regional Office 5. In case the facility wishes to preserve the carcass or any derivative, the facility

						will state its desire to the authority and register the carcass/ derivative to the system.
Do any stockpiles of tiger carcasses or parts and derivatives from the facility exist?	Only carcasses waiting to be disposed of are being preserved in accordance with regulations.	-	Skeletons, bones, and taxidermized carcasses.	No.	2 taxidermized carcasses 1 tiger skin	Currently, there are carcasses and derivatives being kept in the facility for educational purposes as follows: cub carcass preserved in formaldehyde; skulls; claws; and taxidermized skin. All of the carcasses and derivatives are properly registered and acquired legally.
What kind of management practices and controls are in place regarding the disposal of specimens from tigers that die in captivity?	All actions in the facility are strictly following the Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation's regulation.	A tiger's death will be immediately reported via hotline 1362. Documents reporting its death will also be sent to the Protected Area Regional Office responsible for inspection and disposal of the carcass.	Find the cause of death and incinerate later on.	In case of a tiger's death, the microchip implanted in its body will be verified. Their death will be reported to the authority via the 1362 hotline, and their body will be preserved in cold storage waiting for official's investigation.	Actions were taken in accordance with the laws and regulations of DNP.	Tiger's death is reported to authorities via the 1362 hotline. The carcass will be inspected in case the tiger suddenly died due to an unknown cause, and properly disposed of in a presence of the authorized officer from Protected Area Regional Office 5.

Question	Facility						
	TH7	TH8	TH9	TH10	TH11	TH12	TH13
Is the facility still open/operational?	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
If not, where are the tigers that were previously housed in it?	-	-	-	-	-	-	-
How many tigers are presently at the facility?	60 live tigers	43 live tigers	4 live tigers	79 live tigers	29 live tigers	116 live tigers	149 live tigers
How many tigers have been bred in the facility in each of the last 5 years?	Since 2014, there is a total of 32 tiger cubs born in this facility over a span of 8 years.	None	Still in the process of compiling information, due to former staff responsible for the data passed away	A total of 15 tiger cubs were born over the span of 5 years, 3 of which have died.	A total of 16 tiger cubs were born from breeding over the span of 5 years.	A total of 35 tiger cubs were born in this facility over the span of 5 years.	None. (No tigers are being bred in this facility.)
Is the facility open to the public?	Yes.	Yes	Yes	Yes.	Yes. The facility is also accepting trainees and volunteers who wish to do internships.	The facility is still under construction and not opened to the public as of now.	The facility is accepting trainees and volunteers who wish to do internships or

							research. The public can experience being a tiger keeper through "Keeper for a Day" event, in collaboration with the volunteers.
Who is the owner of the facility?	Provided	Responsibility of Protected Area Regional Office 3, The DNPWPC	Provided	Provided	Provided	Provided	Provided
Why are tigers being kept at the facility? – what is its purpose?	For conservation and study purposes. For business purposes.	Taking care of the confiscated tigers and for education purpose.	For business purposes as a public zoo.	For business, conservation, research, and breeding purposes.	For business purposes as a zoo. Visitors can observe tiger for to education purpose and exciting experiences.	In favorite of care taking and business purpose as public zoo.	To house tigers retired from the other facilities (same owner). The main purposes of this facility are to give the best living environment possible for the retired tigers until their death, and to be an educational research facility that provides the public with knowledge regarding tigers.
What records of tiger presence and breeding are kept by the facility?	In the case of any newborn tiger cub, it will be reported to DNP immediately and will then be photographed, and implanted with microchip.	Records of DNA samples and photographed stripe patterns are being kept. No further breeding has been conducted since 2013.	Records of serial numbers and basic DNA testing are being kept.	Records of tigers' family trees, health, disease/sickness, and causes of death are being kept.	Information regarding tigers' behaviours and health, including blood check results, weight, Body Condition Score, disease/sickness and the cures, and so forth.	All the relevant records are being kept in a computer system of this facility.	Information regarding tigers' behaviours and health, including blood check results, weight, Body Condition Score, disease/sickness and the cures, and so forth.
Are the tigers sterilized and/or are the sexes kept apart?	No tigers are sterilized. Some of the tigers of different sexes are being kept apart, while there are also some that are being kept together.	Tigers of different sexes are being kept apart.	No tigers are sterilized. Tigers of different sexes are being kept apart.	Tigers of different sexes are being kept apart.	No tigers were sterilized. Tigers of different sexes are being kept apart, in separated cages.	No tigers were sterilized. Tigers of different sexes are being kept apart.	No, the tigers were not sterilized, with an exception of 1 female tiger with endometritis. Tigers of different sexes are being kept apart, in separated cages.

Are the tigers marked or individually identified?	All of the tigers are implanted with a microchip and have their stripe pattern photographed for identification purposes.	Tigers can be identified using stripe patterns and microchips implanted in their body.	All of the tigers are implanted with a microchip and have their stripe pattern photographed for identification purposes. DNA data is being collected using fur and blood samples	A database recording each tiger's marks and characteristics is established in this facility. Each of them is also implanted with a microchip.	All the tigers are implanted with an identification microchip and have their stripe patterns photographed. Every single one of them can be identified individually.	All the tigers are implanted with an identification microchip and have their stripe patterns photographed.	All the tigers are implanted with an identification microchip. They also have their stripe patterns photographed and recorded in a tiger database. All of them can be identified individually.
How are the carcasses of tigers which die at the facility disposed of?	All increases and decreases in the tiger number are reported to the Protected Area Regional Office 3 (Phetchaburi branch). The carcass will be inspected by authorized officers and disposed of later on.	The carcass will be inspected by authorized veterinarian officers from DNP to identify the cause of death. It will then be disposed of in the presence of this facility's and Protected Area Regional Office 3's officers.	1. Reported to DNP via the 1362 hotline. 2. Preserve the carcass in cold storage. 3. Wait for the arrival of officers from the Protected Area Regional Office 2 (Sriracha branch) for carcass inspection. 4. After the inspection, the carcass will be incinerated by the authorized officer from DNP.	Incineration	The carcass will be inspected and incinerated at the Faculty of Veterinary Medicine, Chiang Mai University. In case the facility wishes to preserve the carcass or any derivative, the facility will state its desire to the authority and register the carcass/derivative to the system.	Preserved in cold storage and disposed of later on.	The carcass will be inspected and incinerated at the Faculty of Veterinary Medicine, Chiang Mai University. In case the facility wishes to preserve the carcass or any derivative, the facility will state its desire to the authority and register the carcass/derivative to the system.
Do any stockpiles of tiger carcasses or parts and derivatives from the facility exist?	None.	None.	None.	None.	Currently, there are carcasses and derivatives being kept in the facility for educational purposes as follows: carcass preserved in formaldehyde; skeletons; skulls; claws; and taxidermized skin. All of the carcasses and derivatives are properly registered and acquired legally.	Yes. The carcasses and derivatives being kept here are: Tanned leather; Skulls; Bones; and Skeletons	Currently, there are carcasses and derivatives being kept in the facility for educational purposes as follows: carcass preserved in formaldehyde; skeletons; skulls; claws; taxidermized skin. All of the carcasses and derivatives are properly registered and acquired legally.
What kind of management practices and controls are in place regarding	In case of a tiger's death, it will immediately be	All actions are in compliance with relevant wildlife laws.	All actions are in compliance with DNP's regulations regarding	When a tiger died, its death will immediately be	Tiger's death is reported to authorities via the 1362 hotline.	Incinerated, and taxidermized. The	Tiger's death is reported to authorities via the

the disposal of specimens from tigers that die in captivity?	reported to the relevant officer, and request for carcass disposal, in compliance with the regulations.	Carcasses of dead tigers will become state property.	public zoos establishing.	reported via the 1362 hotline within 24 hours. Authorized officers from DNP will be present at the facility for the inspection and disposal of the carcass.	The carcass will be inspected and properly disposed of in a presence of the authorized officer from Protected Area Regional Office 16.	whole skeletons are preserved.	1362 hotline within 24 hours. The carcass will be inspected and properly disposed of in a presence of the authorized officer from Protected Area Regional Office 16.
--	---	--	---------------------------	---	--	--------------------------------	--

United States of America

Background

Implementing Decision 14.69?	Yes
Implementing paragraph 1 h) of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18)?	Yes
Implementing Decision 17.226?	Yes
Received copies of national legislation applies these management practices and controls?	Details received
Management practices and controls reviewed in accordance with Decision 17.226?	No reply
Competent authority for ensuring that provisions of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18) and Decision 17.226 are complied with	Several agencies mentioned.
Actions taken during the past 5 year to ensure compliance with these provisions of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18) and Decision 17.226, including the number of inspections of facilities breeding tigers and measures taken by the authorities as follow up on inspections.	No reply
Illegal trade of tiger specimens linked to tiger facilities detected during the past 5 years? (If yes, number of seizures, arrests and prosecutions made and convictions and penalties imposed).	Some information on enforcement provided

Facilities which may be of concern

Question	Facility					
	US1	US2	US3	US4	US5	US6
Is the facility still open/operational?	Yes Facility is a sanctuary/rescue and does not allow breeding nor does it sell animals	No Facility has been permanently closed. All of the big cats were seized under court order and transferred to bona fide sanctuaries	Yes Facility is a sanctuary/rescue and does not allow breeding nor does it sell animals	Yes Facility is a sanctuary/rescue and does not allow breeding nor does it sell animals	Yes, but owner has been indicted on federal wildlife trafficking and money laundering charges. Case remains ongoing. For more information, see: https://www.justice.gov/opa/pr/doc-antle-owner-myrtle-beach-safari-and-others-indicted-federal-wildlife-trafficking-and	Yes Facility is a sanctuary/rescue and does not allow breeding nor does it sell animals
If not, where are the tigers that were previously housed in it?	-	Transferred to bona fide sanctuaries (not named).	-	-	-	-
How many tigers are presently at the facility?	No information	-	No information	No information	No information	No information
How many tigers have been bred in the facility in each of the last 5 years?	No information	-	No information	No information	No information	No information
Is the facility open to the public?	No	-	Yes	Yes	No information	Yes
Who is the owner of the facility?	No information	-	No information	No information	No information	No information
Why are tigers being kept at the facility? – what is its purpose?	Sanctuary/rescue. Does not sell animals	-	Sanctuary/rescue. Does not sell animals	Sanctuary/rescue. Does not sell animals	No information	Sanctuary/rescue. Does not sell animals
What records of tiger presence and breeding are kept by the facility?	No information	-	No information	No information	No information	No information
Are the tigers sterilized and/or are the sexes kept apart?	No breeding occurs at facility	-	Does not allow breeding	Does not allow breeding	No information	Does not allow breeding
Are the tigers marked or individually identified?	No information	-	No information	No information	No information	No information
How are the carcasses of tigers which die at the facility disposed of?	No information	-	No information	No information	No information	No information

Do any stockpiles of tiger carcasses or parts and derivatives from the facility exist?	No information	-	No information	No information	No information	No information
What kind of management practices and controls are in place regarding the disposal of specimens from tigers that die in captivity?	No information	-	No information	No information	No information	No information

Viet Nam

Background

Implementing Decision 14.69?	Yes
Implementing paragraph 1 h) of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18)?	Yes
Implementing Decision 17.226?	Yes
Received copies of national legislation applies these management practices and controls?	Information provided in response: Criminal Code of Viet Nam in 2015 - Article 234 and Article 244 Investment Law in 2020: Article 6; Decree No.06/2019/ND-CP; Decree No.35/2019/ND-CP
Management practices and controls reviewed in accordance with Decision 17.226?	
Competent authority for ensuring that provisions of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18) and Decision 17.226 are complied with	CITES Management Authority, Forest Protection Department and local Forest Protection Department
Actions taken during the past 5 year to ensure compliance with these provisions of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP18) and Decision 17.226, including the number of inspections of facilities breeding tigers and measures taken by the authorities as follow up on inspections.	From 2016 to present, Vietnam authorities have implemented: - Regular monthly inspection of tiger breeding facilities and increased weekly inspection during 'stormy' times, to prevent animals from roaming and escaping. - Update the herd increase and decrease data of each establishment, ask the establishment owner to sign a commitment not to carry out the acts of buying, selling, and using tigers and tiger products. - CITES, Forest Protection Department and Institute of Ecology and Biological Resources will take DNA samples from every individual at tiger breeding facilities to verify the origin of these specimens (expected to be completed in early 2023). - Develop a tiger conservation action plan for the period 2022-2034, which is expected to stop the operation of illegal tiger farming facilities in Vietnam.
Illegal trade of tiger specimens linked to tiger facilities detected during the past 5 years? (If yes, number of seizures, arrests and prosecutions made and convictions and penalties imposed).	In 2017 - 2021, state management and enforcement agencies in Vietnam actively investigated, arrested, prosecuted and settled illegal trading and captive cases, for examples: (i) confiscated 07 individual tigers illegally on road from Nghe An to Ha Noi in July 2019. (ii) confiscated 17 individual tigers illegally captivated in Nghe An Province in February 2022; (iii) arrested 3 offenders transporting 1 tiger weighted 200kg in Lai Chau Province in 3/2022; (iv) arrested 3 offenders transporting 7 individual tiger in Ha Tinh Province in 8/2021. All offenders of tiger trade were prosecuted, many of them were sentenced over 5 years of imprisonment, for example: on 05/01/2020 Hanoi Municipal People's Court sentenced 03 offenders of illegal tiger trade with total punishment of 16 years in jail; on 03/3/2022 Nghe An Provincial Court sentenced one offender of illegal tiger raising of 7 years imprisonment.

Facilities which may be of concern

Question	Facility							
	VN1	VN2	VN3	VN4	VN5	VN6	VN7	VN8
Is the facility still open/operational?	No, it is closed	Yes, it is operational	Yes, it is operational.	Yes, it is operational.	Yes, it is operational.	Yes, it is operational.	Yes, it is operational.	Yes, it is operational.
If not, where are the tigers that were previously housed in it?	The tigers are kept in another facility.							
How many tigers are presently at the facility?	0	14 tigers	02 tigers.	25 tigers.	11 tigers.	33 tigers (include 02 imported tigers)	36 tigers	09 tigers
How many tigers have been bred in the facility in each of the last 5 years?	0	14 tigers	31 tigers.	25 tigers.	11 tigers.	31 tigers	36 tigers	09 tigers

Is the facility open to the public?	No	Yes, it is open to the public	No, it is not open to the public.	Yes, it is open to the public	No, it is not open to the public.	Yes	No	No
Who is the owner of the facility?		Provided	Provided	Provided	Provided	Provided	Provided	Provided
Why are tigers being kept at the facility? – what is its purpose?		The purpose is conservation and tourist.	The purpose is conservation and tourist.	The purpose is conservation	The purpose is conservation	Piloting and exhibition.	The purpose is rescue.	Piloting
What records of tiger presence and breeding are kept by the facility?		There are logbook of animals, inspection report and original files.	There are logbook of animal, inspection report and original files.	There are logbook of animal, inspection report and original files.	There are logbook of animal, inspection report and original files.	There are logbook of animal, inspection report	There are logbook of animal, inspection report and original files.	There are logbook of animal, inspection report
Are the tigers sterilized and/or are the sexes kept apart?		No, they are not	No, they are not.	No, they are not.	No, they are not.	No, they are not.	Yes, they are sterilized and kept apart.	No.
Are the tigers marked or individually identified?		Yes, they are individually identified.	No, they are not.	Yes, they are taken in pictures.	No, they are not.	Yes, they are named	Yes, they are taken in pictures.	Yes, they are taken in pictures.
How are the carcasses of tigers which die at the facility disposed of?		Dead tigers are incinerated.	Dead tigers are incinerated.	Dead tigers are incinerated.	Dead tigers are incinerated.	As dead tigers, they are kept in the freezer house and disposal or hand-over to museum.	The dead tiger will be transported to The Museum of Nature.	As dead tigers, they are kept in the freezer house and disposal or hand-over to museum.
Do any stockpiles of tiger carcasses or parts and derivatives from the facility exist?		Yes, this facility has kept the carcasses (or parts and derivatives) in the freezer house.	Yes, this facility has kept the carcasses (or parts and derivatives) in the freezer house.	No, it does not exist.	No, it does not exist.	Yes	Yes.	Yes.
What kind of management practices and controls are in place regarding the disposal of specimens from tigers that die in captivity?		As tiger die, the owner report to Forest Protection Department to make decision.	As tiger die, the owner report to Forest Protection Department to disposal methods.	As tiger die, the owner report to Forest Protection Department to disposal methods.	As tiger die, the owner report to Forest Protection Department, Police, veterinarian, local committee to make disposal methods.	As tiger die, the owner report to Animal Health Department to make decision (burning or hand-over to museum)	As tiger die, the owner report to Forest Protection Department, Police, veterinarian, local committee to make disposal methods.	As tiger die, the owner report to Animal Health Department to make decision (burning or hand-over to museum)

ASIAN BIG CATS IN CAPTIVITY:
LEGISLATIVE AND ENFORCEMENT MEASURES IMPLEMENTED BY PARTIES

A. Czech Republic

Legislative provisions and implementation

1. The Czech Republic indicated that it implements Decision 14.69 and paragraph 1 h) of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP19) on the *Conservation of and trade in tigers and other Appendix-I Asian big cat species* through various legislative provisions.
2. The current European Union (EU) Wildlife Trade Regulations (Council Regulation 338/97, Commission regulation 865/2006) together with the Czech CITES National legislation (Act 100/2004 Coll.) and Decree No. 210/2010 Coll, [Act No. 501/2020 Coll. amending the Act No. 246/1992 Coll. on the protection of animals against cruelty](#) and national veterinary legislation ([Act No. 166/1999 Coll., on Veterinary Care](#)) are used to implement Decision 14.69 and paragraph 1 h) of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP19). These provisions allow for the implementation of strict measures to restrict the captive population of tigers to ensure tigers are not bred for trade in their parts and derivatives.
3. On 1 February 2021, [Act No. 501/2020 Coll. amending the Act No. 246/1992 Coll. on the protection of animals against cruelty](#) came into effect in the Czech Republic. The section §14a of this Act, that came into effect subsequently on 1 January 2022, address animal welfare issues and is directly linked to the implementation of Decision 14.69 because it prohibits the breeding by private breeders (only licensed zoos could be authorized to breed tigers) and the transport / import of individuals of big cat species (including *Panthera tigris*) to the Czech Republic. In terms of section §14a of the Act No. 501/2020 Coll., the only exemption from these prohibitions is with respect to tigers in licensed zoos or imported to licensed zoos (there were 28 licensed zoos at the time the mission took place). Physical contact between the public and tigers and public walking with tigers (and other big cats) are prohibited as is the use of tigers in circuses. Minimum standards for welfare conditions are set in terms of Act No. 501/2020 and compulsory educational courses for breeders have been developed and almost all of the breeders have already undertaken these courses.
4. The Czech Republic national veterinary legislation ([Act No. 166/1999 Coll., On Veterinary Care](#) (§40) places an obligation on owners of tiger-keeping facilities to take tiger carcasses to officially authorized rendering plants after the death of tigers to be disposed of. Violation of this law is classified as an offence with a penalty of a fine of up to 50 000 CZK for physical person (§71) or up to 500 000 CZK for legal entities (§72). A protocol is in place relating to the disposal of tiger carcasses by the rendering plants. This includes weighing the carcass before its destroyed, the submission of documentation (cause of death, registration certificate of the individual that died) and photos are taken. The information is captured on the electronic permit system used by the Ministry of Environment that State Veterinarian Administration has access to.
5. In 2019, measures relating to veterinary provisions were strengthened to focus on the physical verification of tiger carcasses in rendering plants before they are further processed as a part of guidance for veterinarian bodies in the Czech Republic. The protocols for destruction of tiger carcasses issued by veterinarians after the death of the tigers are duly checked with respect to the weight, age and sex of the dead specimen sent for processing in order to be assured that no parts of carcasses have been misused for illegal trade. If missing parts of carcasses are identified, relevant CITES enforcement bodies are informed by veterinarians for further check of the owner of the tiger. Focus is particularly on the cases when parts of tigers (e.g., skins, bones etc.) are given for further processing to taxidermists as there is a risk of their misuse for illegal trade.
6. It is compulsory for the owners of registered specimens to announce all relevant changes concerning the specimens bred including change of ownership or marking, death or loss of the specimen etc. to the competent CITES bodies according to the CITES National Legislation (§23a of the Act 100/2004 Coll, On Trade In Endangered Species). When a tiger's death is reported, the owners should provide copies of the specimen's certificates / permits and, in terms of the protocol for destruction of tiger carcasses, send the

carcass to an authorized rendering plant where the carcass is verified by veterinarians, all potential discrepancies are communicated to the CITES enforcement focal points for further investigation. Any violation of the announcement requirements for registered specimens according to the CITES National legislation is classified as an offence with the fine set up to 500 000- CZK (§34c of the Act 100/2004 Coll, On Trade In Endangered Species).

7. Any unauthorized disposal of tiger specimens including illicit commercial activities can be classified as criminal offence according to the §299 of the [Act No. 40/2009 Coll. \(Criminal Code\)](#) which may carry an imprisonment sentence up to eight years.
8. The Ministry of Environment and the Ministry of Agriculture collaborate to ensure the seamless implementation of the legislative provisions referred to above. The Ministry of Environment is the CITES Management Authority and responsible for the implementation of the EU CITES Regulations (Main National Authority) and the national CITES legislation (Act No 100/2004 Coll.) as well as the regulation of zoological gardens (Act No. 162/2003 Coll.). The Czech Environmental Inspectorate, responsible for CITES enforcement matters, falls under the Ministry of Environment. The Ministry of Agriculture is responsible for National Welfare legislation (Act No. 246/1992 Coll.) and ordinances related to animal welfare and the National Veterinary legislation (Act. No. 166/1999 Coll.). Enforcement of welfare matters is the responsibility of the State Veterinary Administration.
9. The municipality also has a role to play in terms of engagements with owners / breeders and if animals are seized or forfeited to the state the municipality is responsible to place the animals in rescue centres. The Ministry of Environment must ensure the care of the animals placed in rescue centres [Act No. 2019/2000 Coll. Section 11 (1) (d)]. A temporary solution is to place these animals in zoos or other breeding facilities that have capacity to care for the animals.
10. The capacity of rescue centres is limited and the government has initiated processes to address this. During the process to amend the national welfare legislation (Act No. 246/1992 Coll.) (2018-2020), the Ministry of Environment considered possible solutions to address the insufficient capacity of CITES rescue centres, especially with regards big cats. A case study was prepared for the construction of a central rescue centre for big cats (at two identified sites), but the final decision was to upgrade and/or expand the capacity of the existing CITES rescue centres. In 2020, the National Environment Programme issued a call for submission of proposals and the total budget allocated was CZK 20 million. The intended beneficiaries were licensed zoos and CITES rescue centres. Based on this process, two projects are currently being implemented with the anticipated completion date of 2024. It is expected that the capacity of the facilities will increase to care for at least six big cats. In February 2023, another call for proposals was announced under the EU Operational Programme on the Environment with a total budget allocation of CZK 180 million and the intended beneficiaries are also CITES rescue centres. It is anticipated that, by 2025, CITES rescue centres and zoos will be able to care for big cats.
11. In 2018, the Czech Republic suspended the issuance of CITES permits for (re-)export of live captive bred tigers from the Czech Republic to countries outside of the EU for commercial purposes to prevent captive bred tigers entering the illegal trade in tigers and tiger parts. The Czech Republic only considers applications for the export of tigers from the Czech Republic for breeding in zoos in countries outside the EU. Similarly, the conditions for issuing EU certificates allowing trade in captive-bred tigers within the EU have been strengthened in the Czech Republic and the regional Management Authorities can only issue transaction specific certificates for purposes of breeding, research and education in zoos to minimize the risk of misuse of tigers for illegal trade in parts and derivatives.
12. During the mission, it was found that the total number of live tigers registered in the Czech Republic was 145 compared to 177 specimens in 2018. These tigers were distributed among different facilities, with zoos having 15 facilities with 47 tiger specimens, private facilities having 17 facilities with 69 tiger specimens, and circuses having 7 facilities with 29 tiger specimens. Notably, there has been a continuous decrease in the number of tigers born and bred in captivity in the Czech Republic. In 2020, there were 21 specimens, followed by a decline to 10 specimens in 2021, and a further decrease to 5 specimens in 2022. This decrease reflects the strengthening of national legislation as described above, aiming to implement Decision 14.69.

Enforcement actions

13. The Czech CITES enforcement focal points, i.e., the Czech Environmental Inspectorate, customs authorities, police, supported by the bodies of the State Veterinary Administration enforce the provisions used to implement Decision 14.69

14. Since 2017, inspections have been conducted at all existing breeding facilities of tigers in the Czech Republic. Between 2017 and 2022, the Czech Environmental Inspectorate conducted 58 inspections of the facilities breeding tigers and other Asian big cat species. Facilities of concern are inspected by state veterinary/relevant CITES authorities at least twice a year. During these inspections, the legal origin of tigers bred in the facility was verified. Inspections also verify whether the tiger specimens are duly registered according to the CITES national legislation. The marking of the live tiger specimens is also verified, where feasible. Additionally, in most cases, samples of hair or excrements have been also taken for DNA analysis and storing in Tiger DNA Database within the project Tigris ID and subsequent For Wild project.
15. The project TigrisID was funded by the Czech Republic and implemented by the Forensic DNA Service Laboratory (FDNAS) between 2018 to 2021. Under the project, two methods have been developed for species identification of tiger biological material in different types of products and for determination of tiger individual profile using STR loci. A report about the results of TigrisID project was reported at SC74 as information document [SC74 Inf. 16](#). The research is ongoing and has been extended also for other Asian Big Cat Species within the For Wild project conducted by the Faculty of Science of the Charles University in Prague.
16. The trial of the case from 2018 relating to the illegal killing of tigers and illegal trade in tiger specimens including tiger parts and derivatives (see details in information documents [SC70 Inf. 23](#) and [SC70 Inf. 24](#)) has been finalized. The three perpetrators, consisting of a breeder of tigers, a taxidermist and a Vietnamese citizen, were found guilty and sentenced to 18 months in prison with 3 years' probation, 18 months in prison with 3 years' probation and 2 years in prison with 4 years' probation respectively.
17. Over the past five years, the Czech Environmental Inspectorate, in conjunction with the Customs Authority, conducted inspections of breeding facilities. These inspections resulted in the identification of 13 cases of violation of the Czech CITES National legislation or the EU Wildlife Trade regulations concerning tigers and other Asian big cat species. These violations included failure to comply with the registration rules of the specimens according to the CITES national legislation; offering tiger specimens for trade without the necessary permission; and inability to provide proof of the legal origin of the specimens, among others. The offenders were subsequently fined, with a total amount of CZK 370 000 imposed in penalties.
18. In addition, criminal investigations have been initiated in several cases related to the suspected illegal handling of tiger carcasses in the years 2021 and 2022, based on the findings by the Czech Environmental Inspectorate, Customs Authority and the Police. As reported in document SC74 Doc. 36, in 2019, two live specimens of white tigers were seized and confiscated because the specimens were not marked with microchips for identification. In the same year, a tiger skeleton (without a skull), and a separate tiger skull were confiscated and a stuffed tiger body, without proof of legal origin, was seized. In August 2022, a live female tiger cub was seized without proper marking (microchip) and proof of legal origin. It was subsequently placed into a rescue centre (zoo) in the Czech Republic. This tiger cub has been confiscated in April 2023 and transferred to a Wildlife Sanctuary in Germany on 26 July 2023. Another live female tiger cub, also without proof of legal origin, has been seized and is currently kept by the original holder. It is scheduled for confiscation.

Lao People's Democratic Republic (Lao PDR)

Legislative provisions and implementation

19. Lao PDR implements Decision 14.69 and paragraph 1 h) of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP19) on the *Conservation of and trade in tigers and other Appendix-I Asian big cat species* through national and provincial legislation.
20. The following legislation (laws and decrees) is used to regulate tiger-keeping facilities and the keeping of tigers in captivity:
 - a) Wildlife and Aquatics Law No 07/NA, dated 24 December 2007, has been reviewed, revised and subsequently divided into two separate draft laws: the Wildlife Law and the Aquatic Resources Law. The draft Wildlife Law was submitted by the Prime Minister's office for consideration by the National Assembly on 31 April 2023. According to the Ministry of Agriculture and Forestry Department of Forest's report to the Secretariat regarding the Application of CITES Article XIII in Lao PDR dated 31 July 2023, further consultations were held from May to June 2023 chaired by the National Assembly Law Department to finalize the draft before the review of the National Assembly in July 2023. It is anticipated

that the law will be approved by the National Assembly in August 2023, and promulgated by the President in October 2023.

- b) On 11 November 2022, the Prime Minister of the Lao PDR signed the new Government's Decree No. 348/Gol implementing CITES to regulate international trade in endangered species of wild flora and fauna listed in CITES Appendices. At the time of the mission by the Secretariat (February 2023), the CITES Management Authority indicated that the decree will be enacted in due course. In subsequent reporting, the Lao PDR informed the Secretariat that the Government Decree came into effect in January 2023.
- c) The Prime Minister's order No. 05/2018 on strengthening management and inspection of Endangered Species of Wild Fauna and Flora.
- d) Ministerial Decision No. 0188/MAF, dated 8 February 2019 on the *Establishment and Management of zoos, wildlife farms, centres for rehabilitation and breeding of wildlife and wild flora farms* serves as the foundation for the annual operating permits that tiger facilities are required to obtain. This decree is intended to undergo review as part of the legislative evaluation process.
- e) Penal Code No. 13/NA (2017)

Enforcement actions

- 21. The Lao People's Democratic Republic reported to the Secretariat on enforcement actions taken as part of the Article XIII process (report dated 31 July 2023)
- 22. The Lao PDR indicated that a Task Force Team, appointed by the Minister, is in the process of developing an Action Plan for wild and captive bred tigers, based on a model of an existing plan for Asian elephants.
- 23. The Task Force Team would appreciate guidance on the reintroduction of tigers into the wild and technical support on conversion of farms to zoo
- 24. The Department of Forests (DoF) has established a partnership agreement with a zoo in Japan and expressed an interest in considering the adoption of their zoo standards.
- 25. Facility inspections are conducted by officials from the District DoF, to whom births and deaths of tigers must be reported. These district officials subsequently report their findings to the provincial DoF, which in turn reports to the headquarters (HQ). HQ holds the authority to review any reports received from the district or provincial DoF. While district officials are responsible for inspections, they often face resource constraints in executing their duties due to limited funds.
- 26. The Department of Forestry Inspection (DOFI), comprised of a law enforcement team consisting of 70 staff members across the country, conducts inspections, including within the Golden Triangle Special Economic Zone. Notably, there have been no reported tiger-related crimes committed by facilities thus far.
- 27. The Lao PDR has established law enforcement cooperation with neighbouring countries such as Thailand and Viet Nam. In order to enhance these collaborative efforts, the Lao PDR is preparing to sign a Memorandum of Understanding (MoU) with both Thailand and Viet Nam. However, establishing similar cooperation with China seems to present more challenges.

South Africa

Legislative provisions and implementation

- 28. South Africa indicated that it does not implement Decision 14.69, but it does implement paragraph 1 h) of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP19) on the *Conservation of and trade in tigers and other Appendix-I Asian big cat species* through national and provincial legislation.
- 29. The tiger (*Panthera tigris*) is not an indigenous species in South Africa. This creates some challenges in terms of the current legislative framework to regulate activities involving tigers (an alien species) in a standardized manner across all nine provinces in South Africa.

30. South Africa regulates some activities involving tigers through the CITES Regulations promulgated in terms of the National Environmental Management: Biodiversity Act (Act No 10 of 2004) (NEMBA). This includes the following:
 - a) All persons wishing to internationally trade specimens of any species listed in Appendix I (*Panthera tigris*) must be registered with the provincial Management Authority.
 - b) All persons wishing to produce captive-bred animals of any species listed in Appendix I for commercial international trade purposes must be registered with the provincial Management Authority and, where required, with the CITES Secretariat (Note: South Africa has not submitted any applications to register captive-breeding facilities for tiger to the Secretariat).
 - c) All persons registered with the provincial Management Authority for captive-breeding of tigers must keep registers of the parental stock and of captive-bred offspring, including markings (microchips) to facilitate identification, monitoring and to prove legal acquisition for future trading purposes. Registers must be kept and updated with information relating to deaths, births and exports and submitted to the provincial Management Authority on a monthly basis. Records of any transactions involving tigers must be kept for a period of five years. The provincial Management Authority may inspect the premises, registers and records kept at any time.
 - d) Specimens of animal species listed in Appendix I (*Panthera tigris*) that have been bred in captivity may not be traded unless they originate from a breeding operation registered by the provincial Management Authority and have been individually and permanently marked in a manner so as to render alteration or modification by unauthorized persons as difficult as possible.
31. Provincial legislation (ordinances) is also used to regulate tiger-keeping facilities and activities involving tigers, but the legislation is fragmented (with different requirements in the various provinces and differences in activities regulated). Some aspects covered by provincial legislation include camp sizes (minimum of 5,000m² in the provinces where the facilities were located that were visited by the Secretariat) and other specifications such as fencing, inspection requirements, the requirements relating to the information to be recorded in registers to be kept and timelines for submission of information relating to changes in the registers (deaths, births).
32. A permit condition is included in all authorizations relating to the keeping of tigers that specify that all dead specimens must be destroyed through incineration.
33. South Africa is considering various options to strengthen the legislative provisions to ensure all keeping of tigers are regulated across the country through national legislative provisions; to standardize provisions across all nine provinces; and to effectively implement the welfare (well-being) mandate that has been included in NEMBA, including the effective regulation / prohibition of certain tourism activities (petting).
34. A National Task Team have been established to consider and develop a national regulatory framework on the keeping of dangerous wild animals as pets (including the keeping of tigers).
35. In response to Notification to the Parties [No. 2023/091](#), South Africa indicated that, although it has intensive tiger breeding operations on a commercial scale, tigers are not specifically bred for trade in their parts and derivatives because most of these tigers are exported as live animals to zoos, safari parks and exhibition facilities and the live animals are thus imported into those countries for non-commercial purposes.
36. South Africa confirmed that a zero annual export quota was established for trade in specimens of bones, bone pieces, bone products, claws, skeletons, skulls and teeth for commercial purposes, derived from captive-breeding operations in South Africa since 2019. A High-Level Panel was also appointed in 2019 to review policies, regulatory measures, practices and policy positions that are related to hunting, trade, captive keeping, management and handling of elephant, lion, leopard and rhinoceros. The panel recommended that South Africa does not captive breed lions, keep lions in captivity, or use captive lions or their derivatives commercially. A consultation process has been initiated through a Ministerial Task Team to consider the implications associated with the implementation of these recommendations, including the fate of the captive lions if no commercial benefit can be derived from these specimens.
37. A tiger facility in one of the provinces in South Africa keeps a few specimens of South China tigers (*Panthera tigris amoyensis*), a subspecies that is extinct in the wild (it has not been seen in the wild since 1988) and considered functionally extinct. The status of this population was not clear during the mission but is of

potential conservation importance. Subsequent to the mission, South Africa indicated that there are 18 South China tigers in the facility.

Enforcement actions

38. Only one case was registered against the previous owner of one of the tiger-keeping facilities. Six Vietnamese nationals and two South Africans were charged under the National Environmental Management: Biodiversity Act for the killing of lions, *Panthera leo*, on the farm. The six Vietnamese nationals were sentenced in 2019 to each pay a fine which varied from R8 000.00 to R50 000.00 or imprisonment which varied from 1 to 6 years. All of them had to return to their country of origin immediately after the case was concluded. The case against the two South African nationals is ongoing.
39. In 2019, skins and bones of four tigers were confiscated in North West Province, the case is ongoing. The investigation is complete. The criminal docket is with the Directorate of Public Prosecution for a decision.
40. In 2020, live tigers were confiscated among other animals in Mpumalanga Province because the owner did not have the necessary provincial permit for possession and keeping of the animals. The matter is finalised, and the owner paid a fine and was issued with a notice to comply with the provincial and national legislation by applying for a possession permit.
41. In 2020, two tiger skins were seized for possession without a permit in the Western Cape Province. The case was finalised and the items were forfeited to the state

Thailand

Legislative provisions and implementation

42. Thailand indicated that it implements Decision 14.69 and paragraph 1 h) of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP19) on the *Conservation of and trade in tigers and other Appendix-I Asian big cat species* through various legislative provisions, including the following:
 - Wild Animal Reservation and Protection Act, B.E. 2562 (2019) (WARPA); and
 - Ministerial Regulation (No. 9) B.E. 2540 (1997) concerning establishment of public zoos pursuant to WARPA issued pursuant to the Wild Animal Reservation and Protection Act, B.E. 2535 (1992).
43. Due to the need for effective measures to regulate possession, trade, import, export, and transfer of specimens, the Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation enacted the new Wild Animal Reservation and Protection Act B.E. 2562. The key improvement includes standardized provisions relating to zoos that impose stricter control measures for zoos, particularly limitations on the number of animals (including tigers) that may be kept and requirements relating to animal care and welfare. Penalties have been increased both in terms of imprisonment and fines.
44. The *Guidance to Actions Related to Protected Species and Their Carcass (Tiger)*, (Official DNP Document No. 0909.302/2599 dated 9 February 2016), is being implemented. The guidance is designed to ensure that the public zoo license holders, who are in possession of tigers, are strictly operating in accordance with relevant regulations, laws, and the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora.
45. Subsidiary legislation promulgated under the Wild Animal Reservation and Protection Act B.E. 2562 (2019) (WARPA) and aimed at addressing pertinent issues relating to tigers in captivity is expected by November 2023. As the majority of the captive tigers in Thailand are kept in zoos, the zoo-related legislation has been prioritized. Ministerial regulations concerning zoo operations and permissions are in the public hearing process. The Ministerial regulations require zoo facilities to follow zoo standards which will be prescribed by the DNP regulations.
46. The DNP regulations include comprehensive requirements ranging from housing, exhibition, care, nutrition, welfare, safety, and education for visitors. The regulation has been approved by the WARPA committee and the public hearing process will be initiated. It is anticipated to be enforced by November 2023.
47. Pursuant to provisions of the Ministerial regulation, the DNP regulations will furthermore specify requirements specific to each species kept in zoos. The DNP will impose restrictions for tigers, for instance

breeding limitation, breeding plan, zoo activities and reporting requirements. These requirements are being drafted.

48. Violation of provisions under these legislations shall result in suspension and revocation of zoo permits, as well as punishment by imprisonment, fine or both. Thailand anticipates that a range of legislative enactments will potentially come into effect around March 2024.
49. Tigers are a protected species under WARPA. Possession and use of tigers are not allowed. An exemption was granted for specimens possessed by facilities with zoo licenses, and those obtained prior to WARPA and declared during the registration period (private possession). These zoos and private persons are allowed to keep the animals under strict requirements.
50. According to the Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation, the following actions must be adhered to by public zoo license holders who are in possession of tigers:
 - a) Any increase or decrease in the population of tigers must be reported to the Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation immediately within 24 hours via a hotline for verification by an official. It must also be reported in a specific report form relating to the increase or decrease in Protected Species and submitted within 60 days.
 - b) Any newborn tigers must be implanted with an identification microchip within 90 days of its birth. Samples for DNA analysis will also be collected, and the stripe pattern photographed and registered in the database for identification purposes.
 - c) In case of a tiger's death, its carcass must be preserved for officials of the Department to collect and for a veterinarian to verify the cause of death. The tiger will be identified using markings and microchip numbers as well as DNA analysis. The carcass is not to be disposed of or transported outside of the public zoo before being verified by an official of the Department.
51. According to the Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation, the following are implemented by officials:
 - a) All public zoos must be monitored by officials from the Wildlife Conservation Office, Protected Area Regional Office 1-16, and relevant local branches, to ensure that wildlife protection laws and regulations are complied with. Inspections must be conducted at least once every 30 days. The inspection and monitoring results must be reported to the Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation.
 - b) The Office of Forest Protection and Fire Control must assign officers responsible for the hotline 1362, to ensure the safe and systematic delivery of information concerning increases and decreases in the tiger population in captivity.
52. In the case of a tiger's death and the facility wishes to keep the carcass, the facility should state its desire to preserve the carcass to the Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation within 60 days of the tiger's death. The facility should also submit a report form with the reason for keeping the carcass. The carcass will then be marked for identification purposes. In case the facility does not wish to preserve the carcass, the carcass should be disposed of by incineration in the presence of officers from the local authorities.
53. Thailand indicated that addressing the demand and enforcement concerning the use of and trade in tiger amulets, particular when they are sought for spiritual purposes, presents enforcement challenges. As part of the "Mercy is power" campaign under the GEF-6, Thais were encouraged to take a pledge against purchasing and owning ivory and tiger amulets.
54. Thailand indicated that education material and information relating to the keeping of tigers will be welcome. After the mission, Thailand invited the representative nominated by WAZA to support the Secretariat during the mission to present information to the Thailand CITES office on the keeping of tigers and other large cats. This information included standards for keeping animals for the purpose of display, minimum requirements for keeping mammals, enclosure size and furnishings, enrichment, feeding, security, signage and education materials.

Enforcement actions

55. Thailand reported one case recorded in November 2020 that concerned tiger facilities possessing protected species (tiger) without permission, but not for illegal trade. Officers from the Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation and police officers from the Natural Resources and Environmental Crime Division investigated a tiger zoo and farm and seized tigers whose DNA was not linked to any other tiger in the zoo. The seized tigers were brought into the care of a wildlife breeding centre of DNP.
56. At the prosecutorial stage, the criminal proceeding was abated upon the death of the offender (zoo owner) in 2023. Legally possessed tigers will be transferred to other facilities in response to the revocation of the zoo permit.
57. Cooperation with and regular meetings with neighbouring countries take place to address concerns relating to illegal trade in wildlife including tigers.

Viet Nam

Legislative provisions and implementation

58. Viet Nam indicated that it implements Decision 14.69 and paragraph 1 h) of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP19) on the *Conservation of and trade in tigers and other Appendix-I Asian big cat species* through various legislative provisions.
59. The following legislation is used to implement Decision 14.69 and the provisions in the Resolution:
 - a) According to Decree No. 06/2019) /ND-CP, the commercial use of tigers (listed in Group I-B, List of endangered, precious and rare forest plants and animals) is prohibited in Viet Nam, and the law does not permit the breeding tigers and big cats for commercial purposes.
 - b) According to the Investment Law 2020, tigers and wild animals of Group I, CITES Appendix I are prohibited from investing in and trading in specimens from nature.
 - c) Any violations of the law on protection of tigers and wild animals in Group I-B and CITES Appendix I shall be dealt with according to Article 244, Penal Code 2015 (amended in 2017). The penalty can be up to 15 years in prison and a maximum fine of VND 15 billion, depending on the seriousness of each violation.
 - d) Tigers are nationally conserved according to Decision No. 539/QD-TTg dated 16 April, 2014 of the Prime Minister on approving the tiger conservation programme for the period of 2014 to 2022.
60. In 2021, Viet Nam issued the National Technical Standard for tigers, lions, and sun bears enclosures, which outlines the necessary conditions for tiger raising facilities. This standard is designed to support management agencies in inspecting and supervising tiger and wild animals raising activities.
61. The CITES Management Authority, the Forest Protection Department and Institute of Ecology and Biological Resources, took DNA samples from every individual at tiger breeding facilities to verify the origin of these specimens (expected to be completed in 2023).
62. People's Committees direct local authorities to check, supervise, implement the law on protecting and conserving wild animals. The Forest Protection Sub-department oversees inspection and supervision of breeding and keeping activities, enforces the law and handles violations according to the regulations.
63. All tiger raising facilities are subject to regular monthly inspections by the local Forest Protection Department and must report annually to the Viet Nam CITES MA on the number of tiger stocks, proportion of males and females and changes in tiger stocks.

Enforcement actions

64. Between 2017 and 2021, state management and enforcement agencies in Viet Nam actively investigated, arrested, prosecuted and settled illegal trading, transport and captive cases, for example:

- a) confiscated 7 individual tigers illegally transported on road from Nghe An to Ha Noi in July 2019. In May 2020, Hanoi People's Court sentenced 3 individuals for illegal trade in tigers to 16 years in prison;
- b) confiscated 7 tigers illegally transferred from Ha Tinli to Nghe An in August 2021. In March 2022, Nghe An People's Court sentenced 2 individuals to 9 years in prison;
- c) arrested 2 individuals for illegally raising 17 tigers in Nghe An in August 2021. In March 2022, Nghe An People's Court sentenced 1 individual to 7 years in prison and another one to 3.5 years in prison;
- d) arrested 1 person for keeping a tiger (200 kg) in Thai Nguyen in January 2022. Competent agencies are investigating to solve the case in accordance with the law;
- e) arrested 3 individuals for illegally transferring a tiger of 200 kg in Lai Chau in March 2022. The competent agencies are investigating to solve the case in accordance with the law; and
- f) arrested 3 individuals for trading and keeping a frozen tiger and tiger skin in Thanh Hoa in May 2022. In December 2022, People's Court of Thuong Xuan District, Thanh Hoa province sentenced 5 individuals to 9 years in prison.